INDICE QUÉBÉCOIS D'ÉQUITÉ ENTRE LES GÉNÉRATIONS

2013 — 2014

RJCCQ
Regroupement des jeunes
chambres de commerce du Québec

RJCCQ
Regroupement des jeunes
chambres de commerce du Québec

INDICE QUÉBÉCOIS D'ÉQUITÉ ENTRE LES GÉNÉRATIONS

2013-2014

ALEXIS GAGNÉ

COLLABORATEURS

LAURA O'LAUGHLIN

MARIPIER ISABELLE

NATHANIEL BÉRUBÉ-MIMEAULT

Avant-propos

Au printemps 2013, le Regroupement des jeunes chambres de commerce du Québec (RJCCQ) recevait en conférence Mme Carole Beaulieu, éditrice et rédactrice en chef de *L'actualité*. Lors de la conférence, plusieurs des questions des participants ont porté sur l'équité intergénérationnelle et la place faite à cet enjeu dans les médias. Après la conférence, le président-directeur général du RJCCQ, M. Christian Bélair, eut un échange privé avec Mme Beaulieu, qui lui fit part de son intérêt à développer un indice québécois d'équité entre les générations. Le RJCCQ, qui réfléchissait déjà à la question depuis quelques mois, et dont la grande majorité des enjeux d'affaires publiques sont, d'abord et avant, tout des enjeux d'équité intergénérationnelle, accepta le défi et se fixa comme objectif de créer un indice entrepreneurial pour 2014.

Dans un premier temps, l'organisation se devait d'identifier une personne de grande qualité pour piloter la démarche. Notre choix s'arrêta sur un jeune professionnel de la relève au parcours fort impressionnant, M. Alexis Gagné, analyste stratégique à la Fondation Chagnon, qui avait auparavant travaillé pour le Chicago Public Schools, le Chicago Transit Authority ainsi que pour le CIANO et le CIREQ. Détenteur d'une maîtrise de l'Université de Chicago en analyse des politiques publiques et d'un baccalauréat en économie de l'Université de Montréal, M. Gagné était également impliqué depuis quelques mois déjà au sein du comité d'affaires publiques du RJCCQ, il était donc familier avec nos enjeux et notre argumentaire. Avec M. Gagné, nous avons donc élaboré un plan de travail et mis sur pied une équipe.

L'indice a donc été élaboré par **Alexis Gagné,** analyste stratégique à la Fondation Chagnon, laquelle vise à prévenir la pauvreté en misant sur la réussite éducative de tous les enfants du Québec. Il a été assisté par Laura O'Laughlin, économiste senior au Groupe d'analyse, ainsi que par Maripier Isabelle et Nathaniel Bérubé-Mimeault, tous deux étudiants en économie, la première au doctorat, le second à la maîtrise.

L'indice a été produit sous la direction du Regroupement des jeunes chambres de commerce du Québec, présidé par **Christian Bélair.**

Remerciements

L'équipe du RJCCQ tient à remercier, dans un premier temps, les participants aux groupes de discussion qui ont grandement aidé notre pensée sur le sujet complexe qu'est l'équité intergénérationnelle. Nous tenons donc à remercier Réjean Parent, Pierre Fortin, Monique Jérôme-Forget, Harvey Mead, Marcel Côté, Fabrice Vil, Marie-Christine Demers, Jonathan Gagnon, Daniel Bouchard, Micaël Bérubé et Maude Gravel.

Nous tenons aussi à remercier les nombreuses personnes qui ont donné de leur temps pour discuter avec nous d'enjeux spécifiques et de données, tel que Claude Castonguay et Benoît Rigaud.

Finalement, nous tenons à remercier plusieurs individus qui ont partagé leur temps et leur expertise pour nous aider dans la collecte des données. Le travail n'aurait pu être fait sans eux. Nous aimerions donc remercier Stéphane Crespo, Jonathan Fortier, Marcel Boudreau, Marie-Claude Giguère, Harvey Mead, David Boucher, Leanne Thompson et l'équipe du Spencer Stuart Board Index.

Nous tenons aussi à remercier Charles Grandmont, Carole Beaulieu et Jonathan Trudel de *L'actualité*, dont les commentaires judicieux, avant et durant le processus de construction de l'indice, ont grandement contribué à son amélioration.

Sommaire exécutif

Sommaire exécutif

L'indice québécois d'équité entre les générations (IQEG) couvre la période de 1976 à 2011 et se concentre sur les jeunes de 25 à 34 ans. Il a été créé pour tenter d'évaluer, de façon quantitative, l'évolution du degré d'équité entre les générations, évaluant ainsi en partie l'effet des décisions qui ont été prises au cours des 35 dernières années sur cette équité. Cet indice ne couvre que la province de Québec, dans l'espoir que l'effort fait ici sera répété par d'autres ailleurs au Canada suite à la publication de ce premier indice.

L'équité intergénérationnelle est définie comme étant la distribution équitable dans le temps des coûts et des bénéfices associés aux décisions collectives d'une société. Par contre, la définition de ces coûts et de ces bénéfices dépend grandement des valeurs personnelles. Pour nous aider à choisir les coûts et les bénéfices les plus importants, et donc la composition de l'indice, nous avons organisé deux groupes de discussion, le premier avec des jeunes de 20 à 35 ans et le second avec des personnes âgées de 55 ans et plus. Nous avons aussi consulté une série d'individus de tous les âges. Dans tous les cas, il s'agissait de personnes reconnues dans leur milieu et intéressées par l'enjeu.

L'indice tente donc de répondre à deux questions différentes, mais intimement liées :

1. Est-ce que le niveau de vie des jeunes s'est amélioré ou détérioré ?
2. Est-ce que le partage du pouvoir, de la richesse et des emplois entre les jeunes et le reste de la société est juste et s'est-il amélioré ou détérioré ?

Pour ce faire, 27 indicateurs couvrant plusieurs aspects de la vie ont été collectés et combinés en un indice, l'indice québécois d'équité entre les générations. Entre l'année de base 1986 et 2011, 15 des indicateurs se sont améliorés et 12 se sont détériorés. Le pourcentage des dépenses allant aux services de garde, le taux de diplomation universitaire et le taux de chômage sont parmi les indicateurs qui se sont le plus améliorés et ceux qui se sont le plus détériorés sont la dette nette par habitant, le taux de dépression et le ratio du prix moyen des maisons sur le revenu médian après impôt.

Indice québécois d'équité entre les générations, poids des participants, 1976 à 2011

1976	105,7	**1988**	101,1	**2000**	105,9
1977	104,7	**1989**	99,9	**2001**	107,5
1978	104,2	**1990**	98,8	**2002**	109,6
1979	102,7	**1991**	98,1	**2003**	108,6
1980	102,9	**1992**	99,9	**2004**	108,7
1981	101,9	**1993**	99,3	**2005**	110,2
1982	101,7	**1994**	99,7	**2006**	111,5
1983	100,5	**1995**	100,5	**2007**	111,4
1984	101,4	**1996**	100,4	**2008**	112,6
1985	100,5	**1997**	101,6	**2009**	113,4
1986	100,0	**1998**	100,9	**2010**	114,1
1987	100,3	**1999**	103,0	**2011**	115,7

L'indice de 2011 représente l'évolution de l'équité intergénérationnelle entre les jeunes de 25 à 34 ans d'aujourd'hui (Générations X et Y) et la génération de leurs parents (Baby boomers). L'indice passe de 100 à 115,7 en 25 ans. Cette évolution est moins impressionnante dû au fait que 1986 représente un creux, l'indice ayant diminué de 5,7 points entre 1976 et 1986. L'indice de 2011 n'est donc supérieur à l'indice de 1976 que de 10 points, ceci correspond presque exactement à la croissance du revenu médian après impôt, qui a crû de 9,6 % entre 1976 et 2011.

Pour compléter la discussion de l'équité, une dernière question est soulevée et discutée : Est-ce que le niveau de vie atteint par les jeunes en 2011 est soutenable? Nous aborderons donc pour terminer les effets potentiels et futurs de quatre grands enjeux qui auront un impact certain sur le niveau de vie future des jeunes et que nous appellerons les enjeux de soutenabilité :

1. Le réchauffement de la planète et l'épuisement des ressources;
2. La dette publique;
3. La trajectoire future des revenus et dépenses du gouvernement provincial;
4. L'épargne publique et privée pour la retraite.

Pris individuellement, les effets futurs de chacun de ces 4 grands enjeux ne sont pas nécessairement alarmants. Les écrits revus laissent entendre que chacun affectera les revenus futurs de quelques points de pourcentage ou la croissance économique de quelques dixièmes de points de pourcentage. Mais, si nous combinons les effets potentiels de ces 4 grands enjeux, les impacts deviennent significatifs, affectant négativement le revenu futur des Québécois de plusieurs points de pourcentage ou le taux de croissance économique annuel potentiellement de plus de 1 %. Ceci peut sembler négligeable mais, considérant l'augmentation de seulement 9,6 % du revenu médian disponible des jeunes de 25 à 34 ans dans les 35 dernières années et la prévision des économistes d'une croissance annuelle moyenne d'environ 1,5 % dans les 30 prochaines années, ce n'est pas du tout négligeable.

Deux enjeux sont particulièrement inquiétants. Le premier est celui du réchauffement de la planète. Si ce réchauffement s'accélère, ce qui est probable si le Québec et le monde ne réussissent pas rapidement à s'entendre sur comment diminuer les émissions de gaz à effet de serre, les coûts pour toutes les économies du monde seront significatifs. Selon certaines des études les plus récentes, ces coûts pourraient aller jusqu'à 20 % du PIB. Le second est celui de la trajectoire future des revenus et des dépenses du gouvernement provincial. Selon une étude récente de Godbout, St-Cerny, Arsenault, Dao et Fortin, le Québec aura à faire face à ce problème de manière croissante dans les 35 prochaines années; ce déficit atteindra 4,5 % du PIB en 2051. Pour remédier à ce déficit, à moins d'une croissance économique miraculeuse, les Québécois devront soit faire face à des niveaux de taxation plus élevés, soit à des coupures dans leurs services gouvernementaux.

Donc, les gains modestes illustrés par l'IEI seront-ils maintenus pour les jeunes des prochaines générations ? Ce sera nos actions des prochaines années qui trancheront la réponse à cette question.

Introduction

L'équité intergénérationnelle est un sujet de plus en plus mentionné et discuté mais la discussion reste souvent en surface et se concentre presque exclusivement sur trois grands enjeux : le réchauffement climatique, la dette et le sous-financement des fonds de retraite. L'équité intergénérationnelle est beaucoup plus vaste que ces trois enjeux puisque pratiquement toutes les décisions prises par le gouvernement et les dirigeants d'entreprise ont un effet sur cette équité.

L'indice, qui couvre la période de 1976 à 2011 et se concentre sur les jeunes de 25 à 34 ans, a été créé pour tenter d'évaluer, de façon quantitative, l'évolution du degré d'équité entre les générations, évaluant ainsi en partie l'effet des décisions qui ont été prises au cours des 35 dernières années sur cette équité. Cet indice ne couvre que la province de Québec, dans l'espoir que l'effort fait ici sera répété par d'autres ailleurs au Canada suite à la publication de ce premier indice.

L'équité intergénérationnelle est définie comme étant la distribution équitable dans le temps des coûts et des bénéfices associés aux décisions collectives d'une société. Par contre, la définition de ces coûts et de ces bénéfices dépend grandement des valeurs personnelles. Pour nous aider à choisir les coûts et les bénéfices les plus importants, et donc la composition de l'indice, nous avons organisé deux groupes de discussion, le premier avec des jeunes de 20 à 35 ans et le second avec des personnes âgées de 55 ans et plus. Nous avons aussi consulté une série d'individus de tous les âges. Dans tous les cas, il s'agissait de personnes reconnues dans leur milieu et intéressées par l'enjeu. Il a tout de même été impossible de trancher entre deux visions différentes de ce que représente l'équité intergénérationnelle.

Le premier concept nous dit que le partage entre les générations est équitable dans le cas où les générations précédentes lèguent une société meilleure aux nouvelles générations. Le deuxième concept nous dit que le partage entre les générations est juste si les ressources, les emplois et les positions de pouvoir présents actuellement dans la société sont partagés de façon équitable.

L'indice tente donc de répondre à deux questions différentes, mais intimement liées :

1. Est-ce que le niveau de vie des jeunes s'est amélioré ou détérioré ?
2. Est-ce que le partage du pouvoir, de la richesse et des emplois entre les jeunes et le reste de la société est juste et s'est-il amélioré ou détérioré ?

Pour ce faire, 27 indicateurs couvrant plusieurs aspects de la vie ont été collectés et combinés en un indice. Certains de ces indicateurs répondent plus à la première question, alors que d'autres répondent plus à la seconde.

Nous aurions aimé couvrir certains sujets supplémentaires avec l'indice mais, dans certains cas, les données n'étaient simplement pas disponibles en qualité et quantité suffisantes. Notamment, nous avons été déçus de ne pas réussir à obtenir des données satisfaisantes sur le niveau d'endettement net privé des ménages québécois. Nous aurions aussi aimé inclure au moins un indicateur supplémentaire sur le niveau de cohésion sociale au Québec.

Finalement, il serait pertinent pour Statistiques Canada de faire un plus grand nombre d'analyses d'équité intergénérationnelle, la dernière analyse approfondie du sujet ayant été faite en 1998, sous la direction de Miles Corak. Le type d'analyse réalisé en 1997 aide grandement à élucider les débats sur l'équité intergénérationnelle, surtout l'exercice de comptabilité générationnelle de Kotlikoff réalisé par Vaillancourt et Oreopoulous, et devrait être répété de façon régulière, au maximum à chaque cinq ans[1]. Cet exercice tente, entre autres, d'estimer le taux d'imposition que les différentes générations ont ou devront payer, aidant ainsi à voir si le revenu après impôt s'améliorera avec les prochaines générations.

Pour compléter la discussion de l'équité, une dernière question doit être soulevée et discutée : Est-ce que le niveau de vie atteint par les jeunes en 2011 est soutenable ? Nous aborderons donc pour terminer les effets potentiels et futurs de quatre grands enjeux qui auront un impact certain sur le niveau de vie future des jeunes et que nous appellerons les enjeux de soutenabilité :

1. Le réchauffement de la planète et l'épuisement des ressources;
2. La dette publique;
3. La trajectoire future des revenus et dépenses du gouvernement provincial;
4. L'épargne publique et privée pour la retraite.

Combinés ensemble, l'indice et la discussion des enjeux de soutenabilité nous donnent un portrait basé sur les chiffres et les faits du passé, du présent et du futur et donc de l'équité entre les générations.

Ce premier exercice, nous le convenons, est imparfait. Considérant que nous espérons le répéter sur une base annuelle ou bisannuelle, nous apprécierons grandement recevoir les idées pour améliorer l'indice et la discussion des enjeux de soutenabilité.

[1] Government finances and generational equity, Corak (lien)

L'indice

Comme mentionné dans l'introduction, l'indice a été construit pour tenter de répondre à deux questions :

1. Est-ce que le niveau de vie des jeunes s'est amélioré ou détérioré ?
2. Est-ce que le partage du pouvoir, de la richesse et des emplois entre les jeunes et le reste de la société est juste et s'est-il amélioré ou détérioré ?

Suite à nos consultations, 27 indicateurs ont été choisis, lesquels tentent de couvrir tous les domaines importants touchant ces deux questions, qu'ils soient économiques, sociaux ou autres. L'indice cible les jeunes de 25 à 34 ans du Québec et couvre les années entre 1976 et 2011. L'année de base de 1986 a été choisie car l'écart, de 25 ans, entre 1986 et 2011, représente typiquement une génération.

Voici la liste de ces 27 indicateurs, selon si chacun s'est amélioré ou détérioré depuis 1986, ainsi que le poids moyen donné à chacun de ces indicateurs par les 9 participants aux derniers groupes de discussion :

#	Indicateur	+/-	Poids
1	Revenu médian après impôt, 25 à 34 ans	+	1,33
2	Ratio du revenu médian après impôt, 25 à 34 ans et du revenu médian après impôt, 16 ans +	-	1,13
3	Taux de chômage, 25 à 34 ans	+	1,63
4	Ratio du taux de chômage des 25 à 34 ans et du taux de chômage des 16 ans +	+	1,15
5	Nombre moyen d'heures travaillées, temps plein seulement, 25 à 34 ans	+	1,13
6	Équité salariale : Salaire hebdomadaire, 25 à 34 ans, femmes/salaire hebdomadaire, 25 à 34 ans, hommes	+	1,5
7	Inégalité de revenu : Coefficient de gini, 25 à 34 ans	+	1,78
8	Pourcentage des dépenses totales consolidées du gouvernement provincial qui va au ministère de l'éducation	-	1,98
9	Pourcentage des dépenses totales consolidées du gouvernement provincial qui va aux services de garde et aux crédits d'impôts à la garde	+	2,08
10	Pourcentage des dépenses totales consolidées du gouvernement provincial qui va en santé	-	1,78
11	Pourcentage des dépenses totales consolidées du gouvernement provincial qui va au service de la dette	+	1,83
12	Taux de taxation moyen, 25 à 34 ans (revenu moyen avant impôt-revenu moyen après impôt/revenu moyen avant impôt)	+	1,58
13	Ratio du prix moyen des maisons et du revenu médian après impôt, 25 à 34 ans	-	2,08
14	Ratio du loyer moyen d'un appartement de 2 chambres à coucher et du revenu médian après impôt mensuel, 25 à 34 ans	+	1,95
15	Taux de diplomation au secondaire, 25 à 34 ans	+	1,9
16	Taux de diplomation à l'université, 25 à 34 ans	+	2,03
17	Dette publique nette du gouvernement provincial par habitant	-	1,61

18	Espérance de vie à la naissance	+	2,11
19	Stock d'infrastructure publique provinciale par habitant	+	1,86
20	Taux de participation des 25 à 34 ans aux élections fédérales	-	1,22
21	Taux de satisfaction générale à l'égard de la vie chez les 25 à 34 ans.	-	1,89
22	Taux de dépression majeure dans la dernière année chez les 25 à 34 ans	-	2,08
23	Âge moyen des députés provinciaux après chaque élection	-	1,39
24	Âge moyen des membres du CA des grandes entreprises du Québec	-	1,17
25	Émissions de gaz à effet de serre (mégatonnes d'équivalent CO2)	-	2,47
26	Émissions de gaz à effet de serre par habitant (tonnes d'équivalent CO2)	+	1,81
27	Concentration de particules fines au sud du Québec (concentration 2,5)	-	2,14

Donc, entre l'année de base 1986 et 2011, 15 des indicateurs se sont améliorés et 12 se sont détériorés. Parmi les indicateurs qui se sont le plus améliorés sont le pourcentage des dépenses allant aux services de garde, le taux de diplomation universitaire et le taux de chômage et ceux qui se sont le plus détériorés sont la dette nette par habitant, le taux de dépression et le ratio du prix moyen des maisons sur le revenu médian après impôt.

Dans la prochaine section, vous trouverez pour chacun des indicateurs :

- La description plus complète;
- Les sources;
- Les données complètes;
- Un graphique avec une comparaison canadienne.

Ces 27 indicateurs sont agrégés en un seul indice, l'indice québécois d'équité entre les générations, par un procédé simple :

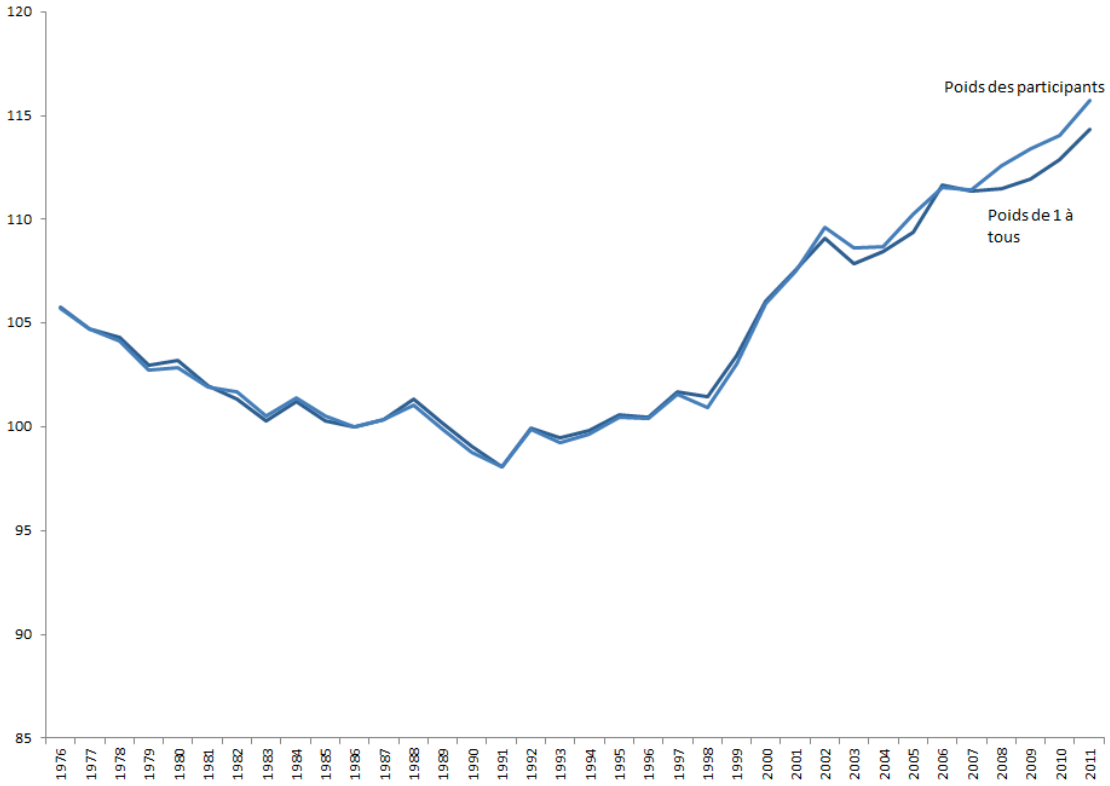
1. Chacun des indicateurs est transformé en indice à base 100, année de base 1986 [2].
2. Un poids est donné à chacun des indicateurs (le poids de chaque indicateur a été choisi lors du dernier groupe de discussion par 6 jeunes et 3 « séniors »; nous avions demandé aux participants de donner un poids entre 0 et 4 pour chacun des indicateurs).
3. Une moyenne pondérée est ensuite calculée.

Deux indices sont présentés plus bas dans le graphique 1. Le premier est l'indice de base, où tous les indicateurs reçoivent un poids de 1, le second est celui où le poids des indicateurs est la moyenne des poids donnés par chacun des 9 participants au dernier groupe de discussion.

[2] Cet indice augmente ou diminue de façon parallèle et proportionnelle à l'indicateur si l'augmentation de l'indicateur est positive pour l'équité. Si l'augmentation de l'indicateur est néfaste à l'équité, l'indice augmente et diminue dans le sens opposé de l'indicateur. Par exemple, si le taux de chômage passe de 5 % à l'année de base à 10 %, l'indice passera de 100 à 50.

Voici le résultat :

Graphique 1, Indice, 1976 à 2011



Indice d'équité intergénérationnelle, poids des participants, 1976 à 2011

1976	105,7	**1988**	101,1	**2000**	105,9
1977	104,7	**1989**	99,9	**2001**	107,5
1978	104,2	**1990**	98,8	**2002**	109,6
1979	102,7	**1991**	98,1	**2003**	108,6
1980	102,9	**1992**	99,9	**2004**	108,7
1981	101,9	**1993**	99,3	**2005**	110,2
1982	101,7	**1994**	99,7	**2006**	111,5
1983	100,5	**1995**	100,5	**2007**	111,4
1984	101,4	**1996**	100,4	**2008**	112,6
1985	100,5	**1997**	101,6	**2009**	113,4
1986	100,0	**1998**	100,9	**2010**	114,1
1987	100,3	**1999**	103,0	**2011**	115,7

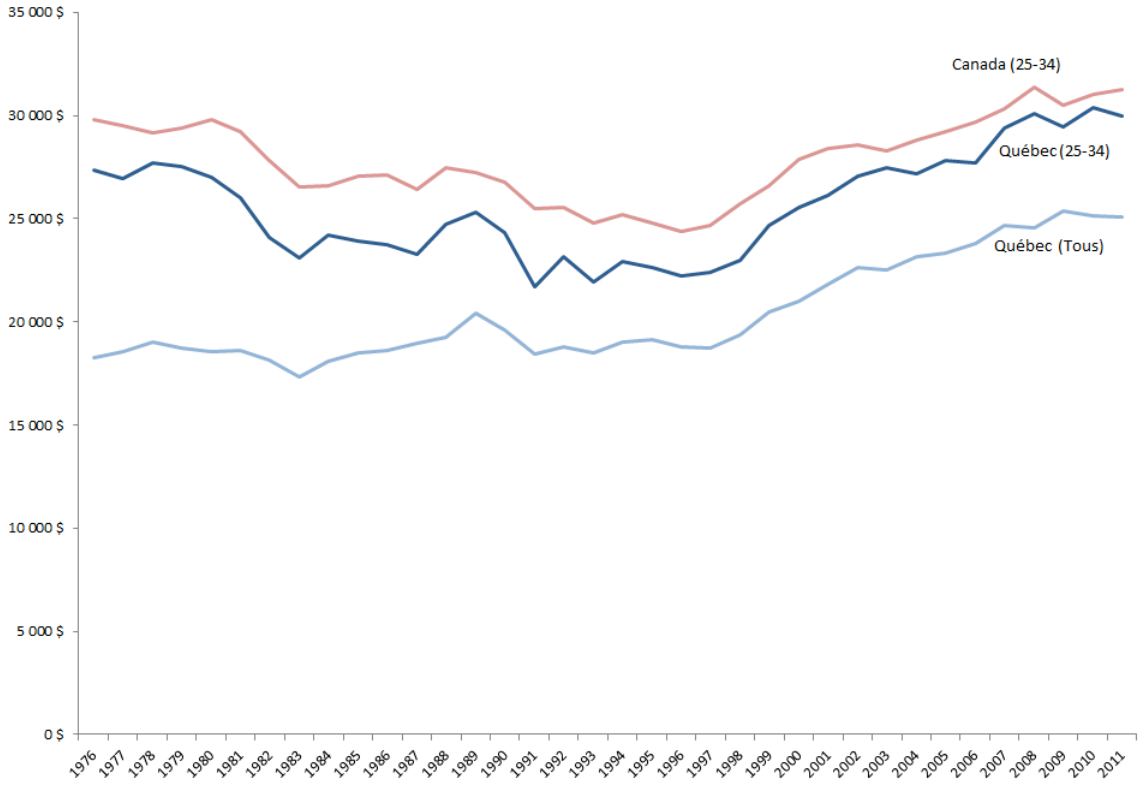
Puisque l'indice se centre sur les jeunes de 25 à 34 ans, l'indice de 2011 représente l'évolution de l'équité intergénérationnelle entre les jeunes de 25 à 34 ans d'aujourd'hui (Générations X et Y) et la génération de leurs parents (Baby boomers). Comme nous pouvons le voir, le niveau de vie et l'équité des jeunes se sont améliorés dans les 25 dernières années mais que légèrement, l'indice passant de 100 à 115,7 en 25 ans. Cette évolution est moins impressionnante dû au fait que 1986 représente un creux, l'indice ayant diminué de 5,7 points entre 1976 et 1986. L'indice de 2011 n'est donc supérieur à l'indice de 1976 que de 10 points, ceci correspond presque exactement à la croissance du revenu médian après impôt, qui a cru de 9,6 % entre 1976 à 2011.

Dans la section suivante, nous présenterons l'évolution de chacun des 27 indicateurs. Tous les indicateurs, et les données utilisées pour composer ces indicateurs en dollars, sont en dollars réels de 2011 (source de l'indice de prix : Tableau 326-0021, Statistiques Canada et compilation spéciale, Institut de la Statistique du Québec).

Présentation des indicateurs

Indice 1 : Revenu médian après impôt, particuliers ($ de 2011)

Graphique 2: Revenu médian après impôt



Source :
Enquête dynamique sur le travail et le revenu et enquête sur les finances des consommateurs, Statistiques Canada, compilation spéciale de l'Institut de la Statistique du Québec.

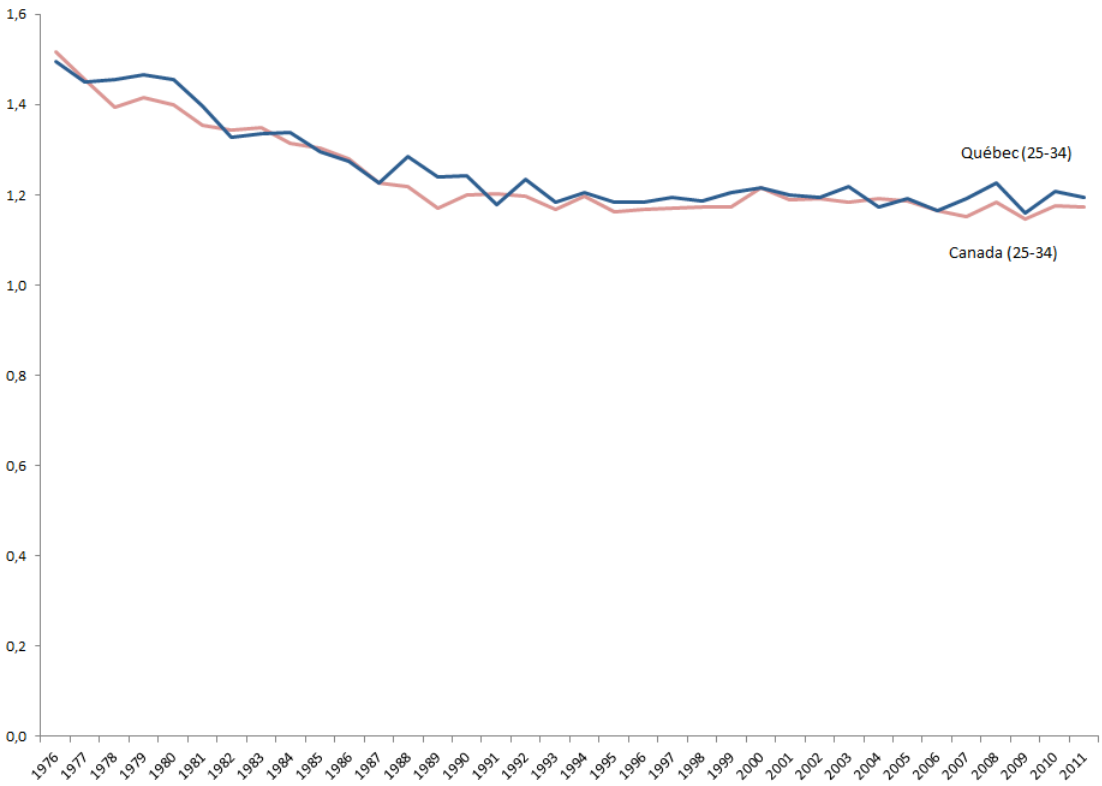
Revenu médian après impôt, 25 à 34 ans, Québec

1976	27 331 $	**1988**	24 702 $	**2000**	25 533 $
1977	26 925 $	**1989**	25 304 $	**2001**	26 127 $
1978	27 724 $	**1990**	24 340 $	**2002**	27 046 $
1979	27 504 $	**1991**	21 712 $	**2003**	27 470 $
1980	26 981 $	**1992**	23 159 $	**2004**	27 193 $
1981	25 993 $	**1993**	21 909 $	**2005**	27 802 $
1982	24 072 $	**1994**	22 913 $	**2006**	27 719 $
1983	23 110 $	**1995**	22 617 $	**2007**	29 364 $
1984	24 195 $	**1996**	22 232 $	**2008**	30 095 $
1985	23 940 $	**1997**	22 412 $	**2009**	29 446 $
1986	23 730 $	**1998**	22 998 $	**2010**	30 367 $
1987	23 281 $	**1999**	24 668 $	**2011**	29 960 $

Description :
Cet indicateur représente l'évolution du revenu disponible médian des jeunes de 25 à 34 ans.

Indice 2 : Ratio du revenu médian après impôt des 25 à 34 ans et du revenu médian après impôt des 16 ans et +, particuliers

Graphique 3: Ratio du revenu médian après impôt (25 à 34 ans/16 ans et +)



Source :
Enquête dynamique sur le travail et le revenu et enquête sur les finances des consommateurs, Statistiques Canada, compilation spéciale de l'Institut de la Statistique du Québec.

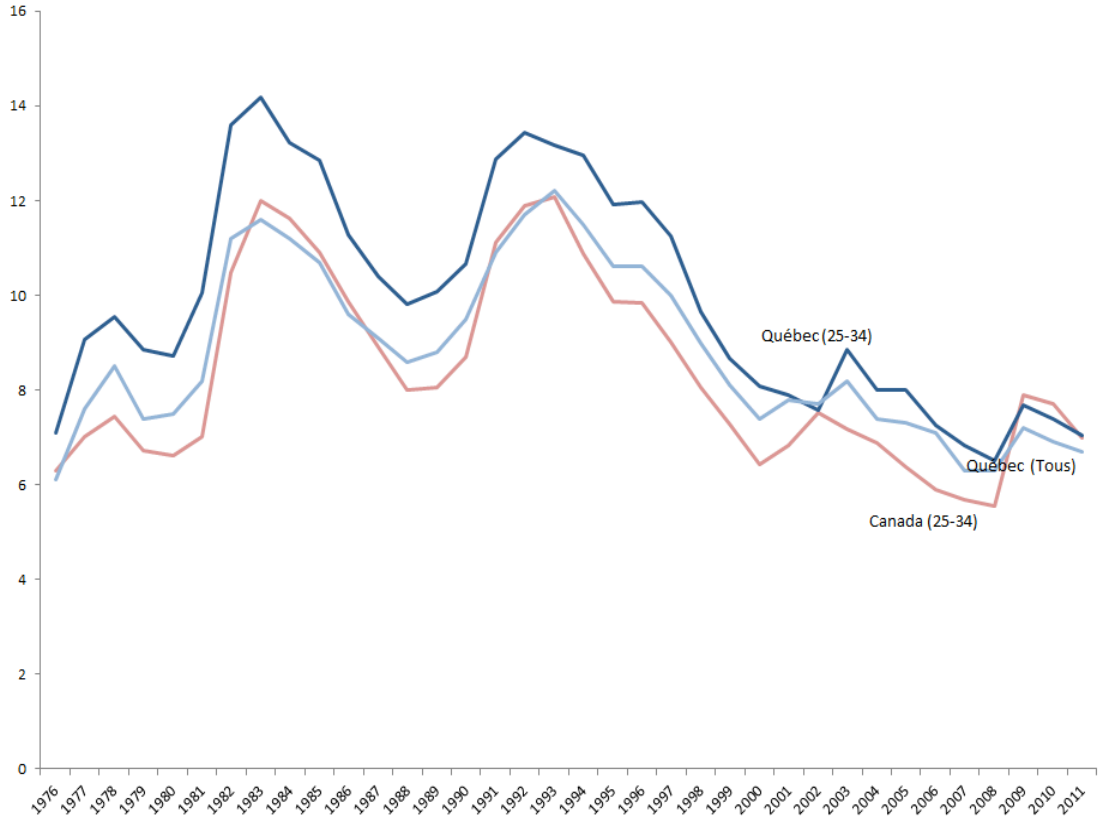
Ratio du revenu médian après impôt (25 à 34 ans / 16 ans et +), Québec

1976	1,50	**1988**	1,28	**2000**	1,21
1977	1,45	**1989**	1,24	**2001**	1,20
1978	1,46	**1990**	1,24	**2002**	1,19
1979	1,47	**1991**	1,18	**2003**	1,22
1980	1,45	**1992**	1,23	**2004**	1,17
1981	1,40	**1993**	1,18	**2005**	1,19
1982	1,33	**1994**	1,21	**2006**	1,17
1983	1,33	**1995**	1,18	**2007**	1,19
1984	1,34	**1996**	1,18	**2008**	1,23
1985	1,29	**1997**	1,20	**2009**	1,16
1986	1,27	**1998**	1,19	**2010**	1,21
1987	1,23	**1999**	1,21	**2011**	1,20

Description :
Cet indicateur est calculé en divisant le revenu médian après impôt des particuliers de 25 à 34 ans par le revenu médian après impôt de tous les particuliers de 16 ans et plus.

Indice 3 : Taux de chômage

Graphique 4: Taux de chômage



Source :
Enquête sur la population active, Statistiques Canada, compilation spéciale des collaborateurs

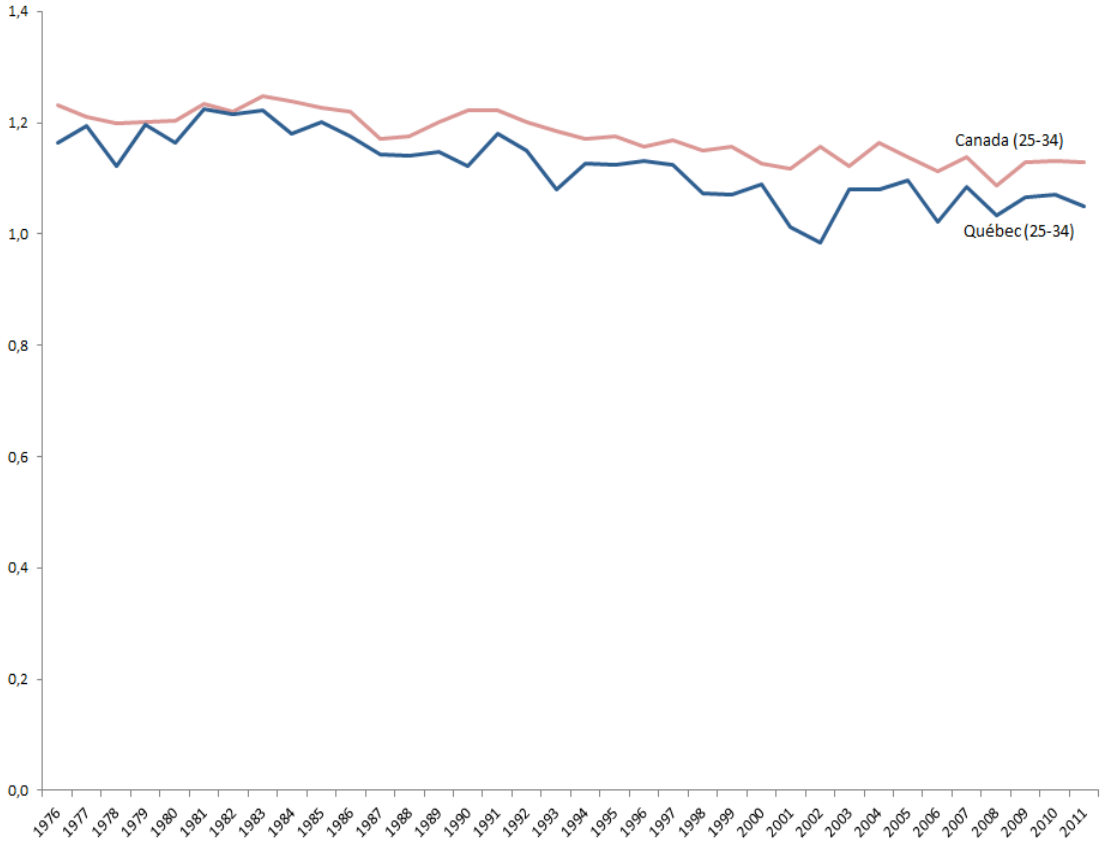
Taux de chômage, 25 à 34 ans, Québec

1976	7,10	**1988**	9,80	**2000**	8,07
1977	9,07	**1989**	10,09	**2001**	7,90
1978	9,53	**1990**	10,67	**2002**	7,58
1979	8,85	**1991**	12,87	**2003**	8,85
1980	8,73	**1992**	13,45	**2004**	8,00
1981	10,05	**1993**	13,17	**2005**	8,01
1982	13,61	**1994**	12,97	**2006**	7,25
1983	14,17	**1995**	11,93	**2007**	6,83
1984	13,21	**1996**	11,98	**2008**	6,51
1985	12,86	**1997**	11,24	**2009**	7,67
1986	11,28	**1998**	9,65	**2010**	7,39
1987	10,41	**1999**	8,68	**2011**	7,04

Description :
Cet indicateur représente l'évolution du taux de chômage des jeunes de 25 à 34 ans.

Indice 4 : Ratio du taux de chômage des 25 à 34 ans et du taux de chômage des 16 ans et +

Graphique 5: Ratio du taux de chômage (25 à 34 ans/16 ans et +)



Source :
Enquête sur la population active, Statistiques Canada, compilation spéciale des collaborateurs.

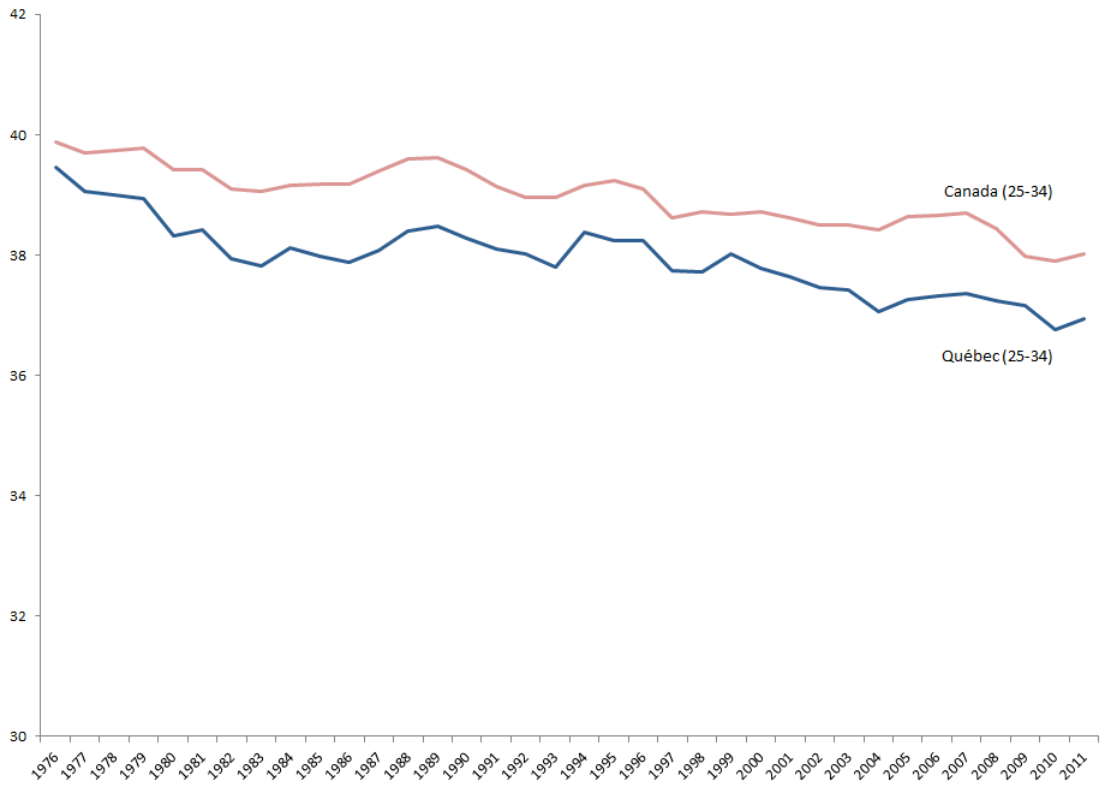
Ratio du taux de chômage (25 à 34 ans/16 ans et +), Québec

1976	1,16	**1988**	1,14	**2000**	1,09
1977	1,19	**1989**	1,15	**2001**	1,01
1978	1,12	**1990**	1,12	**2002**	0,98
1979	1,20	**1991**	1,18	**2003**	1,08
1980	1,16	**1992**	1,15	**2004**	1,08
1981	1,23	**1993**	1,08	**2005**	1,10
1982	1,22	**1994**	1,13	**2006**	1,02
1983	1,22	**1995**	1,13	**2007**	1,08
1984	1,18	**1996**	1,13	**2008**	1,03
1985	1,20	**1997**	1,12	**2009**	1,07
1986	1,18	**1998**	1,07	**2010**	1,07
1987	1,14	**1999**	1,07	**2011**	1,05

Description :
Cet indicateur est calculé en divisant le taux de chômage des particuliers de 25 à 34 ans par le taux de chômage de tous les particuliers de 16 ans et +.

Indice 5 : Nombre moyen d'heures travaillées par semaine, temps plein seulement

Graphique 6: Nombre d'heures travaillées par semaine



Source :
Enquête sur la population active, Statistiques Canada, compilation spéciale des collaborateurs.

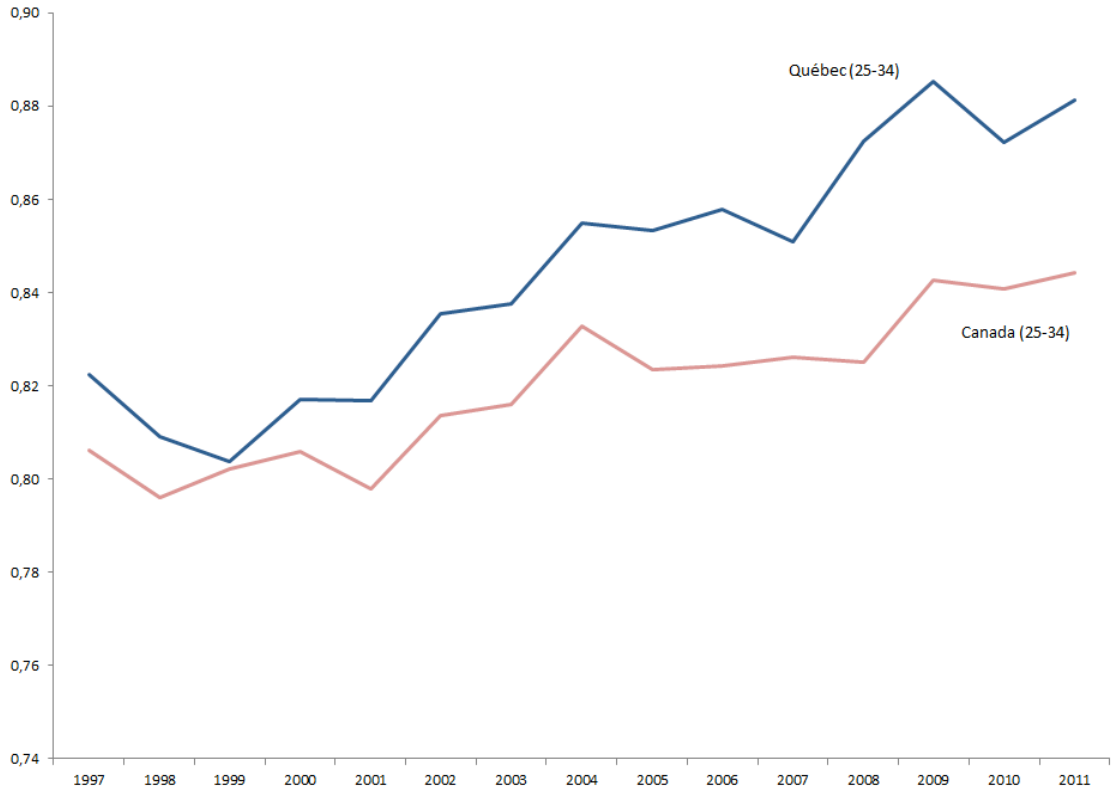
Nombre d'heures travaillées par semaine, temps plein seulement, (25 à 34 ans), Québec

1976	39,47	**1988**	38,39	**2000**	37,78
1977	39,07	**1989**	38,48	**2001**	37,64
1978	38,99	**1990**	38,28	**2002**	37,46
1979	38,94	**1991**	38,11	**2003**	37,43
1980	38,32	**1992**	38,02	**2004**	37,06
1981	38,41	**1993**	37,81	**2005**	37,27
1982	37,93	**1994**	38,38	**2006**	37,32
1983	37,81	**1995**	38,24	**2007**	37,37
1984	38,11	**1996**	38,24	**2008**	37,24
1985	37,98	**1997**	37,74	**2009**	37,16
1986	37,88	**1998**	37,71	**2010**	36,76
1987	38,09	**1999**	38,02	**2011**	36,95

Description :
Cet indicateur représente l'évolution du nombre moyen d'heures travaillées par les particuliers de 25 à 34 ans. Il inclut seulement les particuliers travaillant 30 heures et plus.

Indice 6 : Équité salariale: Salaire hebdomadaire femmes/salaire hebdomadaire des hommes, temps plein seulement

Graphique 7: Équité salariale femmes-hommes, temps plein seulement



Source :
Enquête sur la population active, Statistiques Canada, compilation spéciale des collaborateurs.

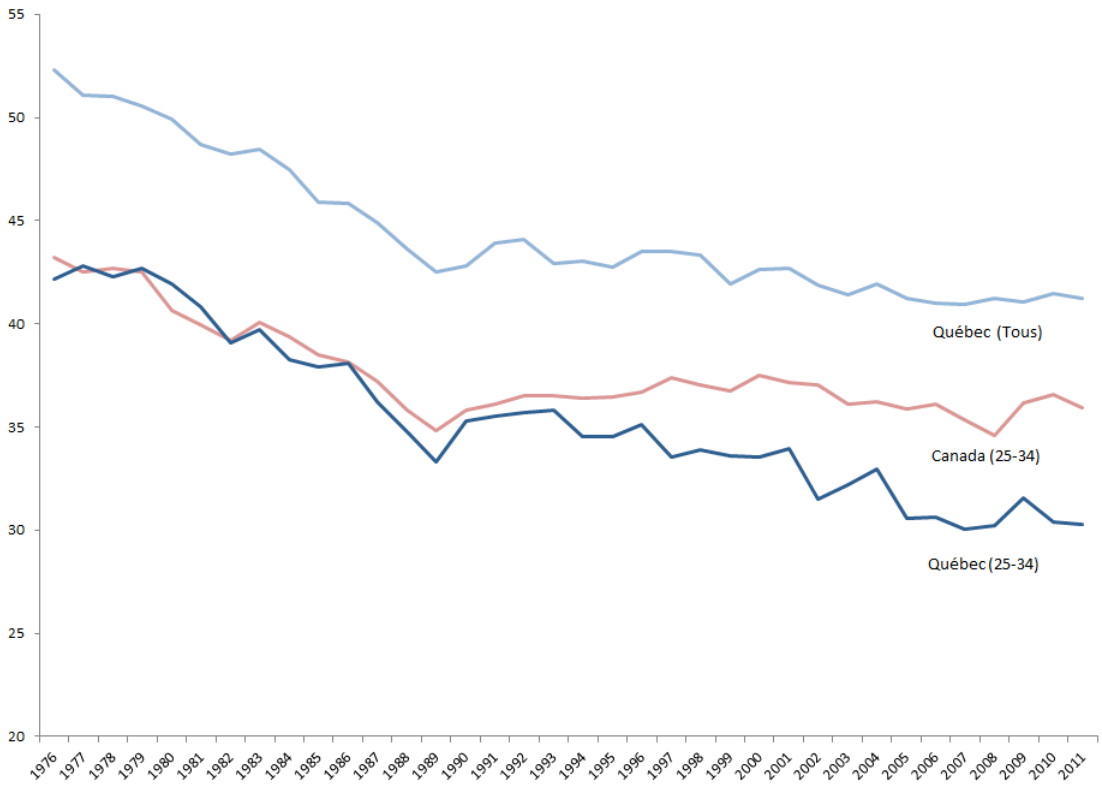
Équité salariale femmes-hommes, temps plein seulement, (25 à 34 ans), Québec

1976	**1988**		**2000**	0,82
1977	**1989**		**2001**	0,82
1978	**1990**		**2002**	0,84
1979	**1991**		**2003**	0,84
1980	**1992**		**2004**	0,86
1981	**1993**		**2005**	0,85
1982	**1994**		**2006**	0,86
1983	**1995**		**2007**	0,85
1984	**1996**		**2008**	0,87
1985	**1997**	0,82	**2009**	0,89
1986	**1998**	0,81	**2010**	0,87
1987	**1999**	0,80	**2011**	0,88

Description :
Cet indicateur est calculé en divisant le salaire hebdomadaire moyen des femmes de 25 à 34 ans travaillant à temps plein par le salaire hebdomadaire moyen des hommes de 25 à 34 ans travaillant à temps plein.

Indice 7 : Inégalité de revenu : Coefficient de Gini sur le revenu total après impôt

Graphique 8: Coefficient de Gini



Source :
Enquête dynamique sur le travail et le revenu et enquête sur les finances des consommateurs, Statistiques Canada, compilation spéciale de l'Institut de la Statistique du Québec.

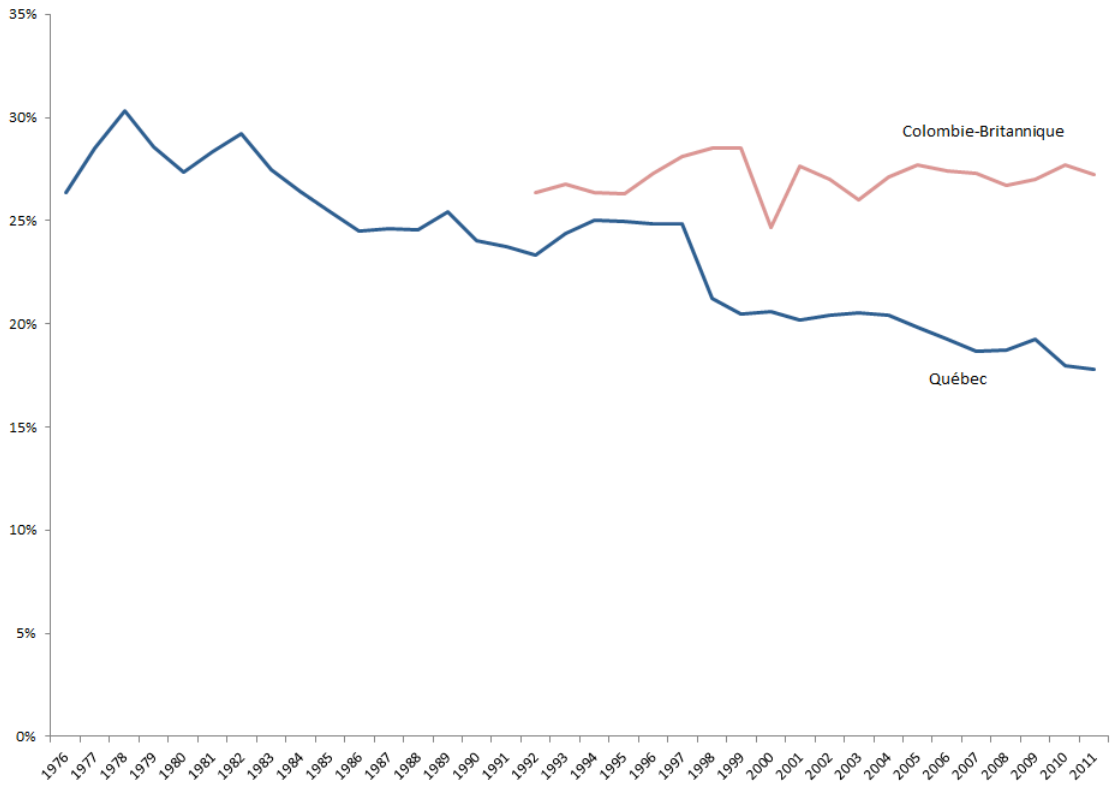
Coefficient de Gini sur le revenu total après impôt, (25 à 34 ans), Québec

1976	42,15	**1988**	34,78	**2000**	33,53
1977	42,79	**1989**	33,30	**2001**	33,96
1978	42,29	**1990**	35,31	**2002**	31,49
1979	42,70	**1991**	35,54	**2003**	32,20
1980	41,91	**1992**	35,68	**2004**	32,94
1981	40,83	**1993**	35,81	**2005**	30,60
1982	39,07	**1994**	34,54	**2006**	30,63
1983	39,75	**1995**	34,53	**2007**	30,02
1984	38,25	**1996**	35,13	**2008**	30,20
1985	37,94	**1997**	33,54	**2009**	31,58
1986	38,07	**1998**	33,91	**2010**	30,38
1987	36,23	**1999**	33,62	**2011**	30,26

Description :
Cet indicateur représente l'évolution du coefficient de Gini sur le revenu total après impôt. Le coefficient de Gini est la mesure d'inégalité des revenus la plus utilisée, elle est de 1 si une personne a tous les revenus d'une société (inégalité parfaite) et de 0 si toutes les personnes ont exactement le même revenu (égalité parfaite).

Indice 8 : Pourcentage des dépenses totales consolidées du gouvernement provincial allant au ministère de l'éducation

Graphique 9: Pourcentage des dépenses provinciales allant à l'éducation



Source :
Dépenses du ministère de l'éducation : Budgets, ministère des Finances du Québec, Dépenses consolidées, Données Historiques, budget 2012-2013, ministère des Finances du Québec.

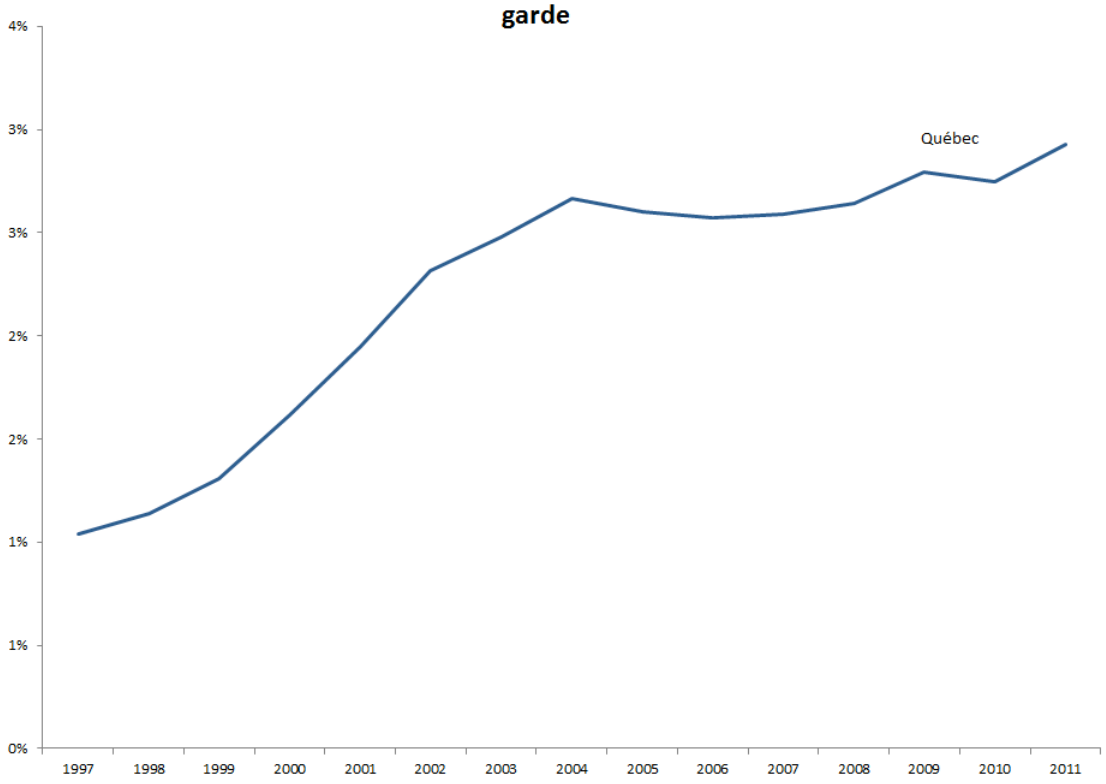
Pourcentage des dépenses provinciales allant à l'éducation, Québec

1976	26,4%	**1988**	24,6%	**2000**	20,6%
1977	28,5%	**1989**	25,4%	**2001**	20,2%
1978	30,3%	**1990**	24,0%	**2002**	20,4%
1979	28,6%	**1991**	23,8%	**2003**	20,5%
1980	27,4%	**1992**	23,3%	**2004**	20,4%
1981	28,3%	**1993**	24,4%	**2005**	19,8%
1982	29,2%	**1994**	25,0%	**2006**	19,3%
1983	27,4%	**1995**	25,0%	**2007**	18,7%
1984	26,4%	**1996**	24,8%	**2008**	18,7%
1985	25,4%	**1997**	24,8%	**2009**	19,2%
1986	24,5%	**1998**	21,2%	**2010**	18,0%
1987	24,6%	**1999**	20,5%	**2011**	17,8%

Description :
Cet indicateur est calculé en divisant les dépenses annuelles du ministère de l'éducation par les dépenses totales consolidées du gouvernement du Québec. Pour les années où le ministère de l'éducation et de l'enseignement supérieur sont séparés, les dépenses des deux ministères sont additionnées.

Indice 9 : Pourcentage des dépenses totales consolidées du gouvernement provincial allant aux services de garde

Graphique 10: Pourcentage des dépenses provinciales allant aux services de garde



Source :
Crédits aux services de gardes : Comptes publics du gouvernement du Québec, crédits d'impôt aux services de garde, budgets, ministère des Finances du Québec, Dépenses consolidées, Données Historiques, budget 2012-2013, ministère des Finances du Québec.

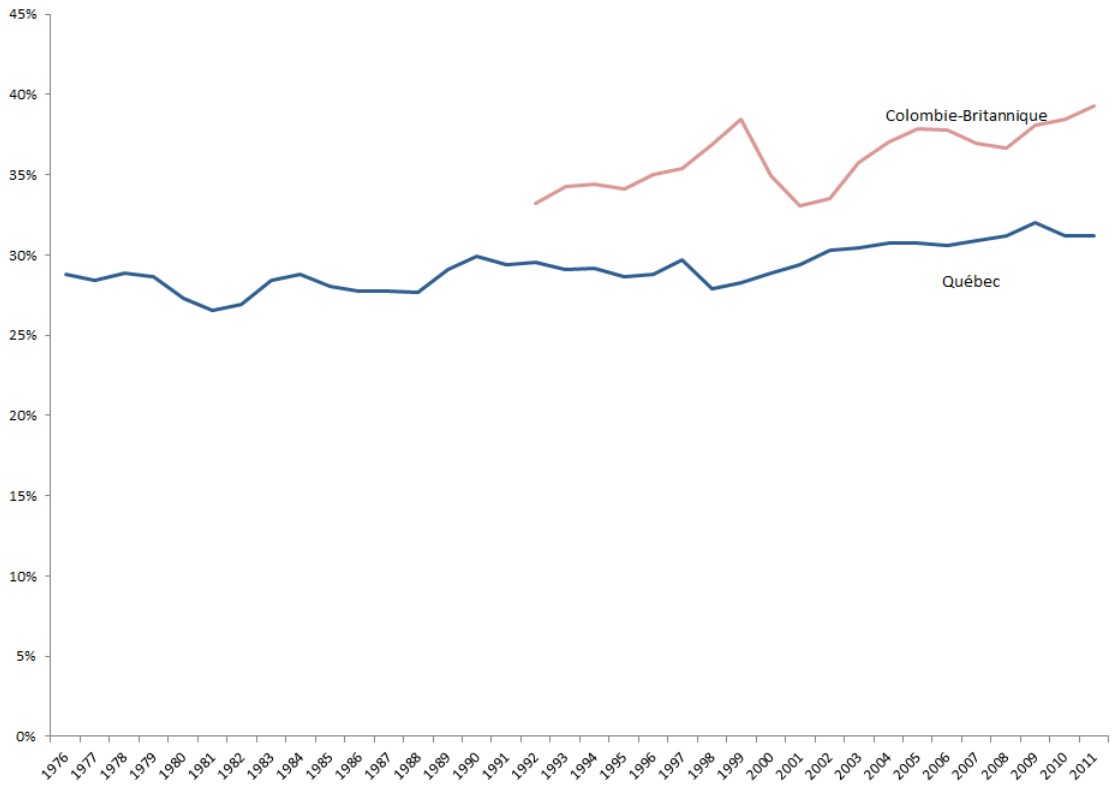
Pourcentage des dépenses provinciales allant aux services de garde, Québec

1976	**1988**		**2000**	1,6%
1977	**1989**		**2001**	1,9%
1978	**1990**		**2002**	2,3%
1979	**1991**		**2003**	2,5%
1980	**1992**		**2004**	2,7%
1981	**1993**		**2005**	2,6%
1982	**1994**		**2006**	2,6%
1983	**1995**		**2007**	2,6%
1984	**1996**		**2008**	2,6%
1985	**1997**	1,0%	**2009**	2,8%
1986	**1998**	1,1%	**2010**	2,7%
1987	**1999**	1,3%	**2011**	2,9%

Description :
Cet indicateur est calculé par la somme des crédits aux services de garde et des crédits d'impôt aux services de garde du gouvernement provincial par les dépenses totales consolidées du gouvernement du Québec.

Indice 10 : Pourcentage des dépenses totales consolidées du gouvernement provincial allant à la santé

Graphique 11: Pourcentage des dépenses provinciales allant à la santé



Source :
Dépenses en santé : Institut Canadien d'Information sur la Santé (ICIS), Dépenses consolidées, Données Historiques, budget 2012-2013, ministère des Finances du Québec.

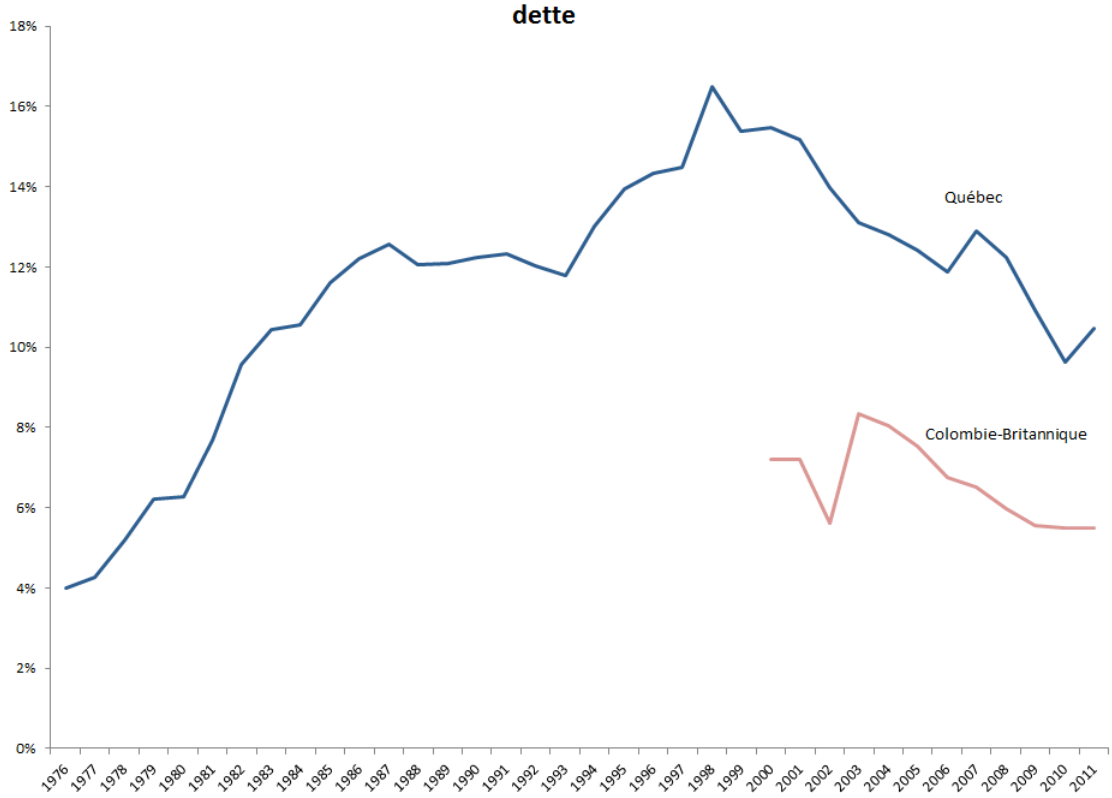
Pourcentage des dépenses provinciales allant à la santé, Québec

1976	28,8%	**1988**	27,7%	**2000**	28,8%
1977	28,4%	**1989**	29,1%	**2001**	29,4%
1978	28,9%	**1990**	29,9%	**2002**	30,3%
1979	28,7%	**1991**	29,4%	**2003**	30,4%
1980	27,3%	**1992**	29,5%	**2004**	30,8%
1981	26,6%	**1993**	29,1%	**2005**	30,8%
1982	26,9%	**1994**	29,2%	**2006**	30,6%
1983	28,4%	**1995**	28,7%	**2007**	30,9%
1984	28,8%	**1996**	28,8%	**2008**	31,2%
1985	28,0%	**1997**	29,7%	**2009**	32,0%
1986	27,7%	**1998**	27,9%	**2010**	31,2%
1987	27,7%	**1999**	28,3%	**2011**	31,2%

Description :
Cet indicateur est calculé en divisant les dépenses du gouvernement provincial allant à la santé par les dépenses totales consolidées du gouvernement du Québec.

Indice 11 : Pourcentage des dépenses totales consolidées du gouvernement provincial allant au service de la dette

Graphique 12: Pourcentage des dépenses provinciales allant au service de la dette



Source :
Données Historiques, budget 2012-2013, ministère des Finances du Québec.

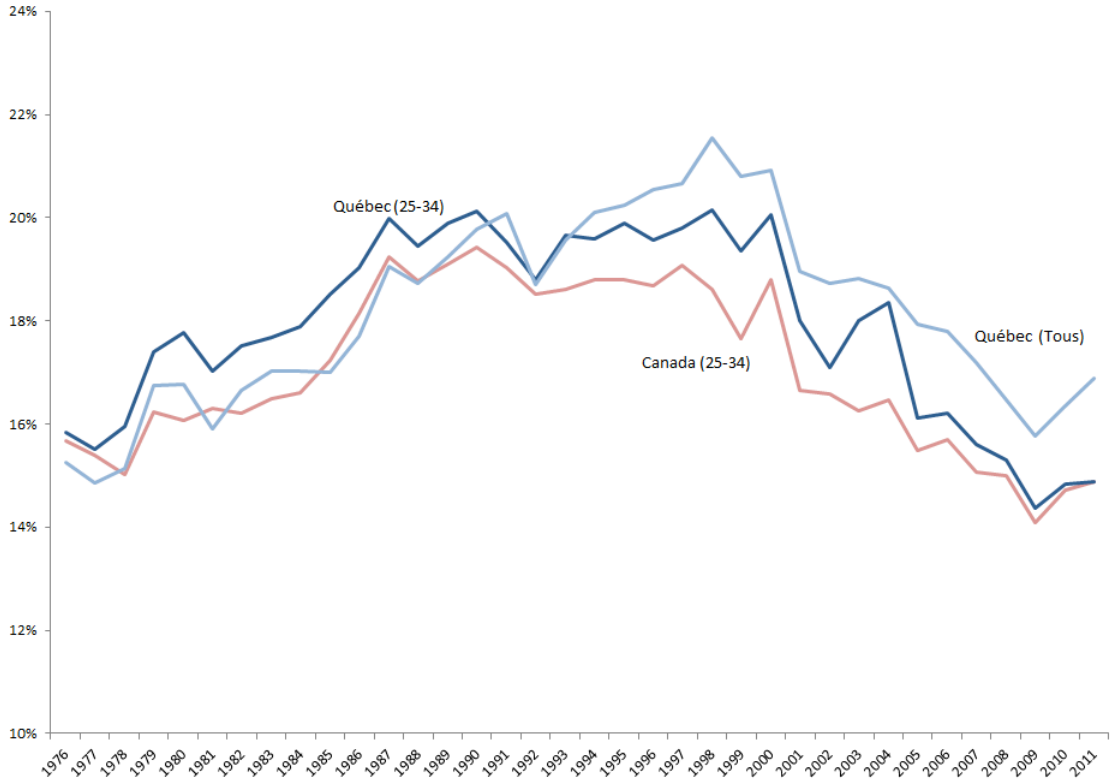
Pourcentage des dépenses provinciales allant au service de la dette, Québec

1976	4,0%	**1988**	12,0%	**2000**	15,5%
1977	4,3%	**1989**	12,1%	**2001**	15,2%
1978	5,2%	**1990**	12,2%	**2002**	14,0%
1979	6,2%	**1991**	12,3%	**2003**	13,1%
1980	6,3%	**1992**	12,0%	**2004**	12,8%
1981	7,7%	**1993**	11,8%	**2005**	12,4%
1982	9,6%	**1994**	13,0%	**2006**	11,9%
1983	10,4%	**1995**	14,0%	**2007**	12,9%
1984	10,5%	**1996**	14,3%	**2008**	12,2%
1985	11,6%	**1997**	14,5%	**2009**	10,9%
1986	12,2%	**1998**	16,5%	**2010**	9,6%
1987	12,6%	**1999**	15,4%	**2011**	10,5%

Description :
Cet indicateur est calculé en divisant le service de la dette par les dépenses totales consolidées du gouvernement du Québec.

Indice 12 : Taux de taxation moyen

Graphique 13: Taux de taxation moyen



Source :
Enquête dynamique sur le travail et le revenu et enquête sur les finances des consommateurs, Statistiques Canada, compilation spéciale de l'Institut de la Statistique du Québec.

Taux de taxation moyen, 25 à 34 ans, Québec

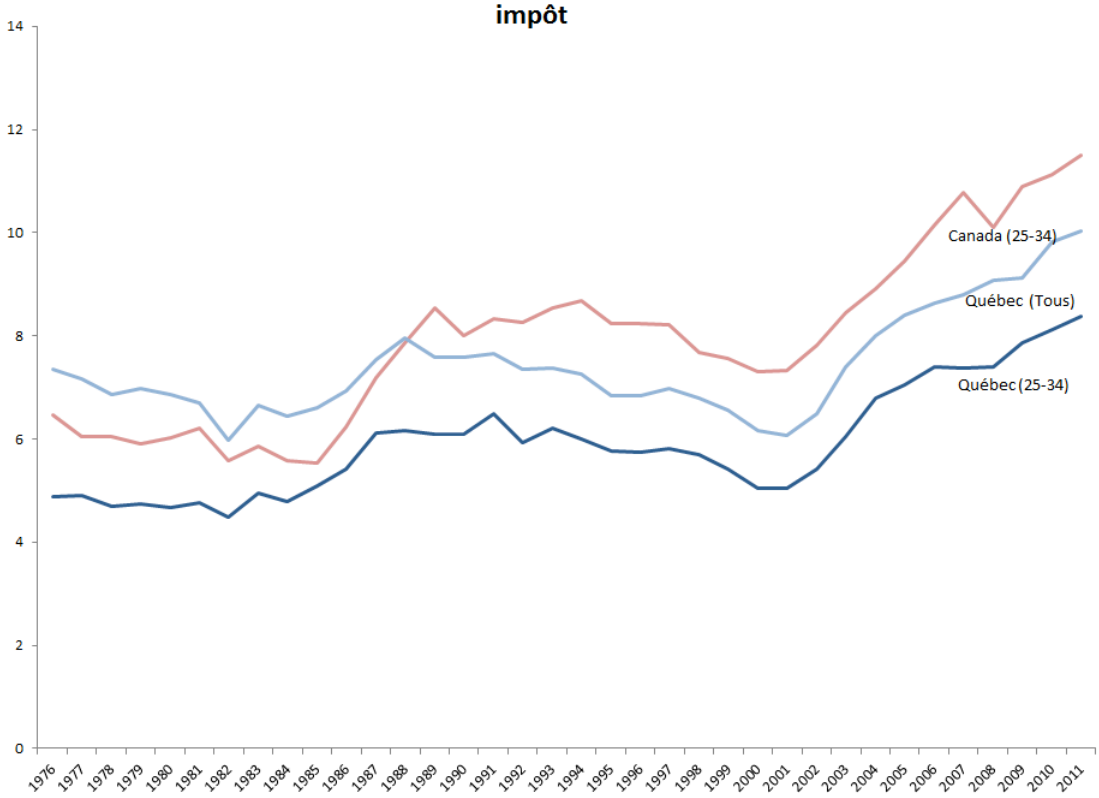
1976	15,8%	**1988**	19,5%	**2000**	20,0%
1977	15,5%	**1989**	19,9%	**2001**	18,0%
1978	16,0%	**1990**	20,1%	**2002**	17,1%
1979	17,4%	**1991**	19,5%	**2003**	18,0%
1980	17,8%	**1992**	18,8%	**2004**	18,4%
1981	17,0%	**1993**	19,7%	**2005**	16,1%
1982	17,5%	**1994**	19,6%	**2006**	16,2%
1983	17,7%	**1995**	19,9%	**2007**	15,6%
1984	17,9%	**1996**	19,6%	**2008**	15,3%
1985	18,5%	**1997**	19,8%	**2009**	14,4%
1986	19,0%	**1998**	20,2%	**2010**	14,8%
1987	20,0%	**1999**	19,4%	**2011**	14,9%

Description :

Le taux de taxation moyen est : revenu moyen avant impôt – revenu moyen après impôt / revenu moyen avant impôt.

Indice 13 : Ratio du prix moyen des maisons et du revenu médian après impôt

Graphique 14: Ratio du prix moyen des maisons et du revenu médian après impôt



Source :
Prix moyen des maisons : Association Canadienne de l'Immeuble, Revenu médian après impôt : Enquête dynamique sur le travail et le revenu et enquête sur les finances des consommateurs, Statistiques Canada, compilation spéciale de l'Institut de la Statistique du Québec.

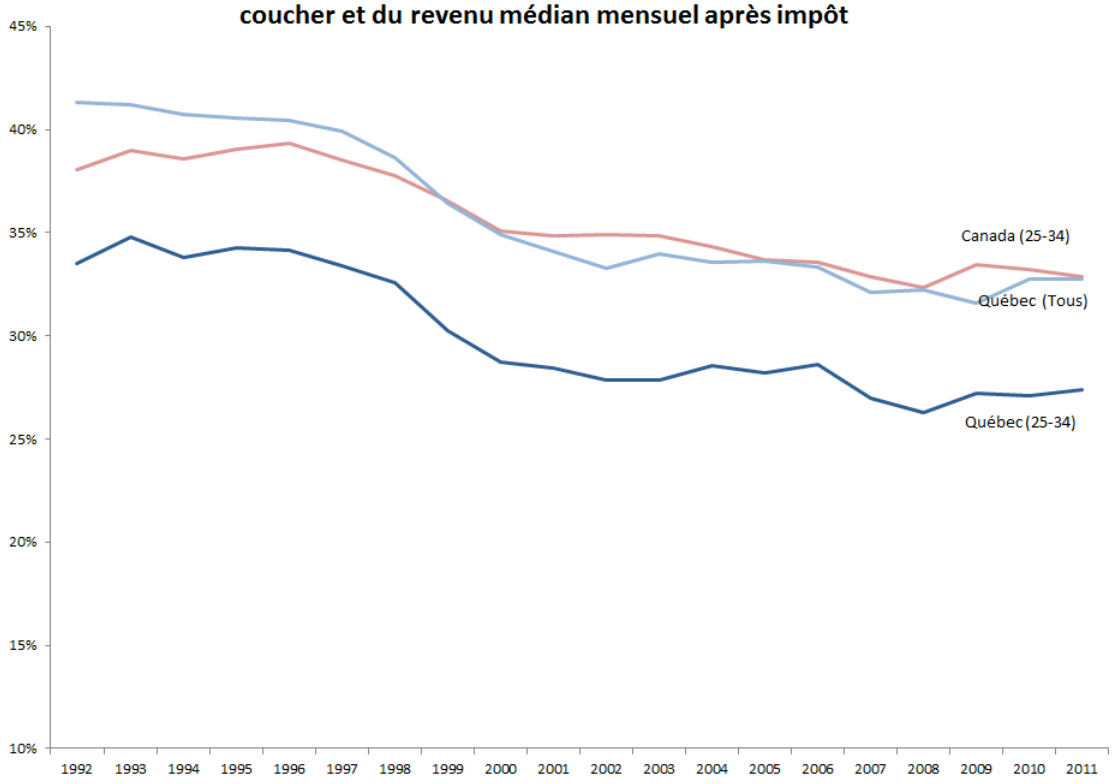
Ratio du prix moyen des maisons et du revenu médian après impôt, 25 à 34 ans, Québec

1976	4,98	**1988**	6,27	**2000**	5,15
1977	5,01	**1989**	6,19	**2001**	5,14
1978	4,79	**1990**	6,19	**2002**	5,52
1979	4,83	**1991**	6,59	**2003**	6,16
1980	4,78	**1992**	6,03	**2004**	6,90
1981	4,86	**1993**	6,31	**2005**	7,14
1982	4,57	**1994**	6,09	**2006**	7,50
1983	5,05	**1995**	5,86	**2007**	7,47
1984	4,88	**1996**	5,85	**2008**	7,49
1985	5,18	**1997**	5,91	**2009**	7,96
1986	5,52	**1998**	5,81	**2010**	8,22
1987	6,23	**1999**	5,51	**2011**	8,48

Description :
Cet indicateur est calculé en divisant le prix moyen des maisons au Québec par le revenu médian après impôt des 25 à 34 ans.

Indice 14 : Ratio du loyer moyen d'un appartement de 2 chambres à coucher et du revenu médian mensuel après impôt

Graphique 15: Ratio du loyer moyen d'un appartement de 2 chambres à coucher et du revenu médian mensuel après impôt



Source :
Loyer Moyen : SCHL, Observatoire du logement au Canada, Revenu médian après impôt : Enquête dynamique sur le travail et le revenu et enquête sur les finances des consommateurs, Statistiques Canada, compilation spéciale de l'Institut de la Statistique du Québec.

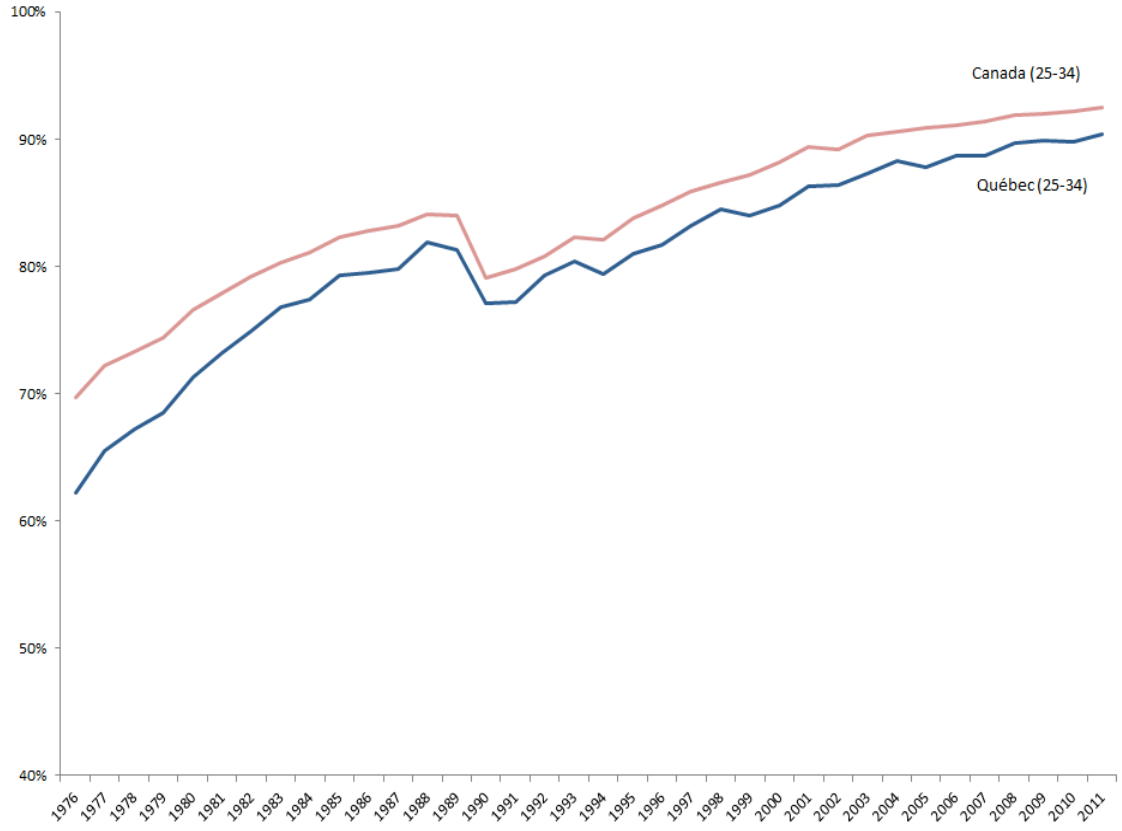
Ratio du loyer moyen et du revenu médian mensuel après impôt, 25 à 34 ans, Québec

1976	**1988**		**2000**	28,7%
1977	**1989**		**2001**	28,4%
1978	**1990**		**2002**	27,9%
1979	**1991**		**2003**	27,9%
1980	**1992**	33,5%	**2004**	28,6%
1981	**1993**	34,8%	**2005**	28,2%
1982	**1994**	33,8%	**2006**	28,6%
1983	**1995**	34,3%	**2007**	27,0%
1984	**1996**	34,2%	**2008**	26,3%
1985	**1997**	33,4%	**2009**	27,2%
1986	**1998**	32,6%	**2010**	27,1%
1987	**1999**	30,2%	**2011**	27,4%

Description :
Cet indicateur est calculé en divisant le prix moyen d'un loyer de 2 chambres à coucher au Québec par le revenu médian mensuel après impôt des 25 à 34 ans.

Indice 15 : Taux de diplomation au secondaire

Graphique 16: Taux de diplomation au secondaire



Source :
Enquête sur la population active, Statistiques Canada, compilation spéciale des collaborateurs.

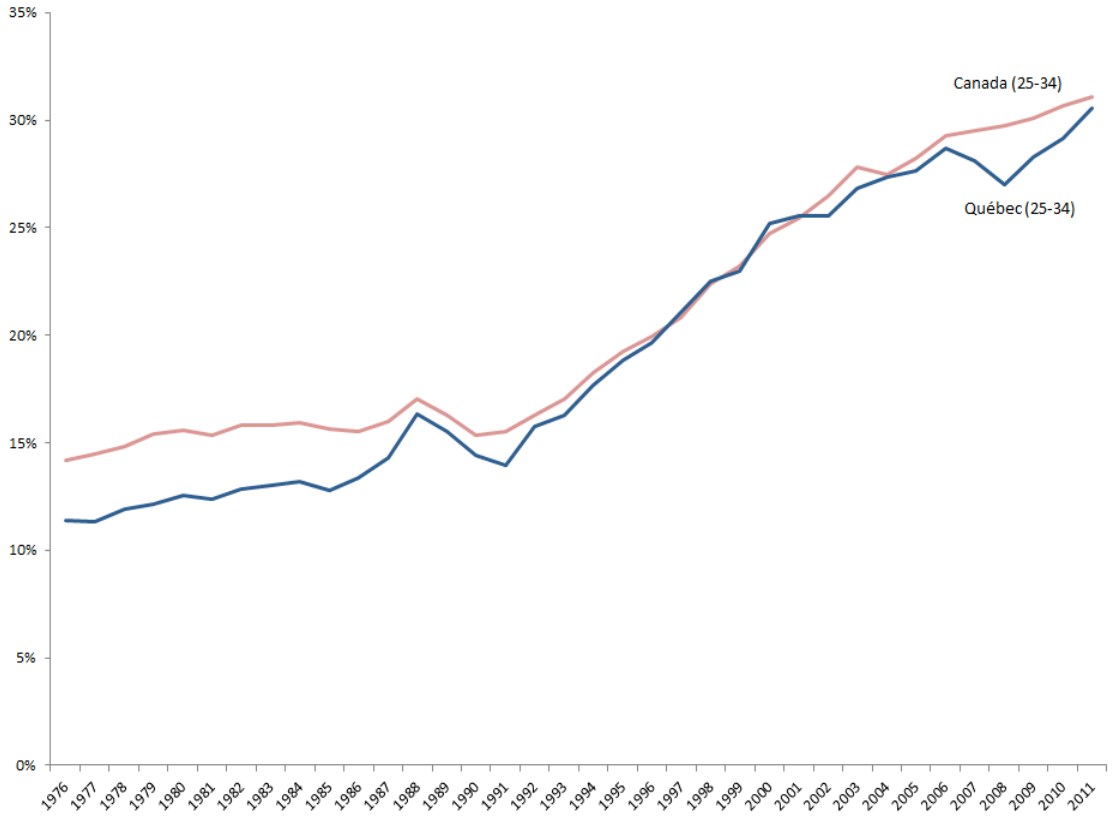
Taux de diplomation au secondaire, 25 à 34 ans, Québec

1976	62,2%	**1988**	81,9%	**2000**	84,8%
1977	65,5%	**1989**	81,3%	**2001**	86,3%
1978	67,2%	**1990**	77,1%	**2002**	86,4%
1979	68,5%	**1991**	77,2%	**2003**	87,3%
1980	71,3%	**1992**	79,3%	**2004**	88,2%
1981	73,2%	**1993**	80,4%	**2005**	87,8%
1982	74,9%	**1994**	79,4%	**2006**	88,7%
1983	76,8%	**1995**	81,0%	**2007**	88,7%
1984	77,4%	**1996**	81,7%	**2008**	89,7%
1985	79,3%	**1997**	83,2%	**2009**	89,9%
1986	79,5%	**1998**	84,5%	**2010**	89,8%
1987	79,8%	**1999**	84,0%	**2011**	90,4%

Description :
Pourcentage de particuliers de 25 à 34 ans qui ont obtenu un diplôme d'études secondaires.

Indice 16 : Taux de diplomation universitaire

Graphique 17: Taux de diplomation universitaire



Source :
Enquête sur la population active, Statistiques Canada, compilation spéciale des collaborateurs.

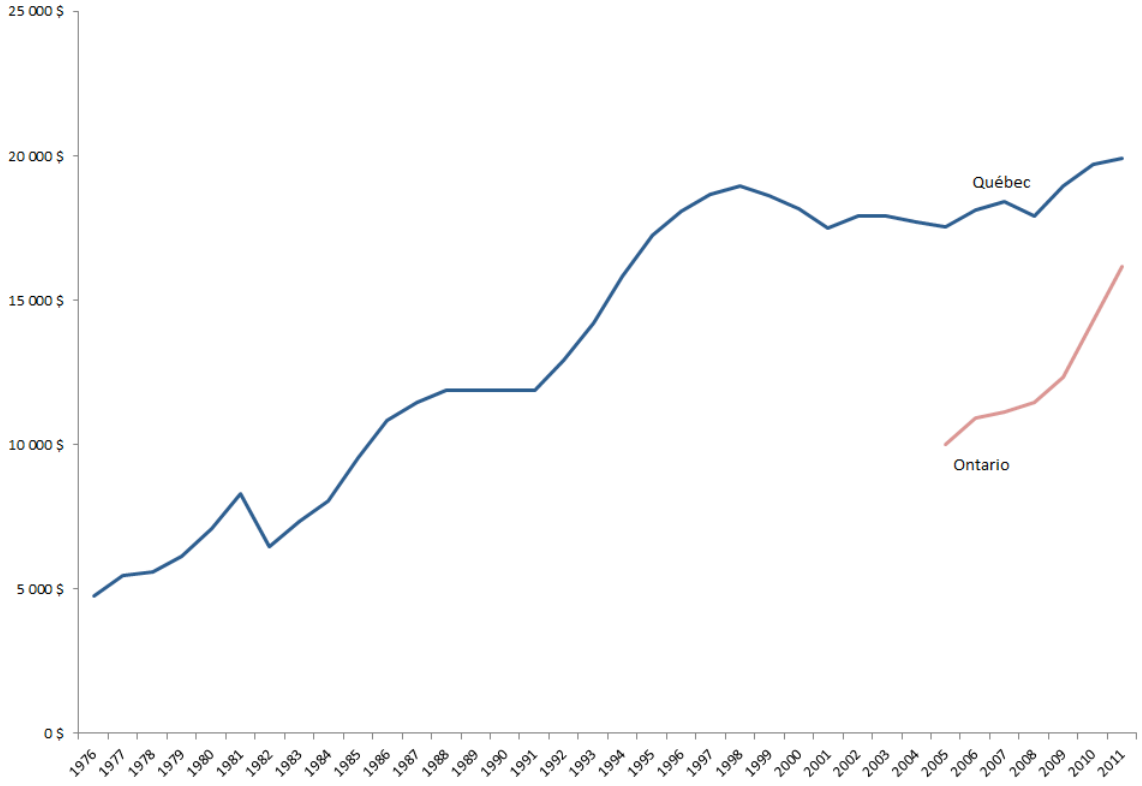
Taux de diplomation universitaire, 25 à 34 ans, Québec

1976	11,4%	**1988**	16,4%	**2000**	25,2%
1977	11,3%	**1989**	15,5%	**2001**	25,6%
1978	11,9%	**1990**	14,4%	**2002**	25,5%
1979	12,1%	**1991**	13,9%	**2003**	26,8%
1980	12,5%	**1992**	15,7%	**2004**	27,3%
1981	12,4%	**1993**	16,3%	**2005**	27,7%
1982	12,9%	**1994**	17,7%	**2006**	28,7%
1983	13,0%	**1995**	18,8%	**2007**	28,1%
1984	13,2%	**1996**	19,7%	**2008**	27,0%
1985	12,8%	**1997**	21,0%	**2009**	28,3%
1986	13,4%	**1998**	22,5%	**2010**	29,2%
1987	14,3%	**1999**	23,0%	**2011**	30,6%

Description :
Pourcentage de particuliers de 25 à 34 ans qui ont obtenu un diplôme d'études universitaires.

Indice 17 : Dette publique nette provinciale par habitant ($ 2011)

Graphique 18: Dette nette par habitant



Source :
Population: Tableau de population du Québec, Institut de la Statistique du Québec, Dette nette : Données historiques, budget 2012-2013, ministère des Finances du Québec.

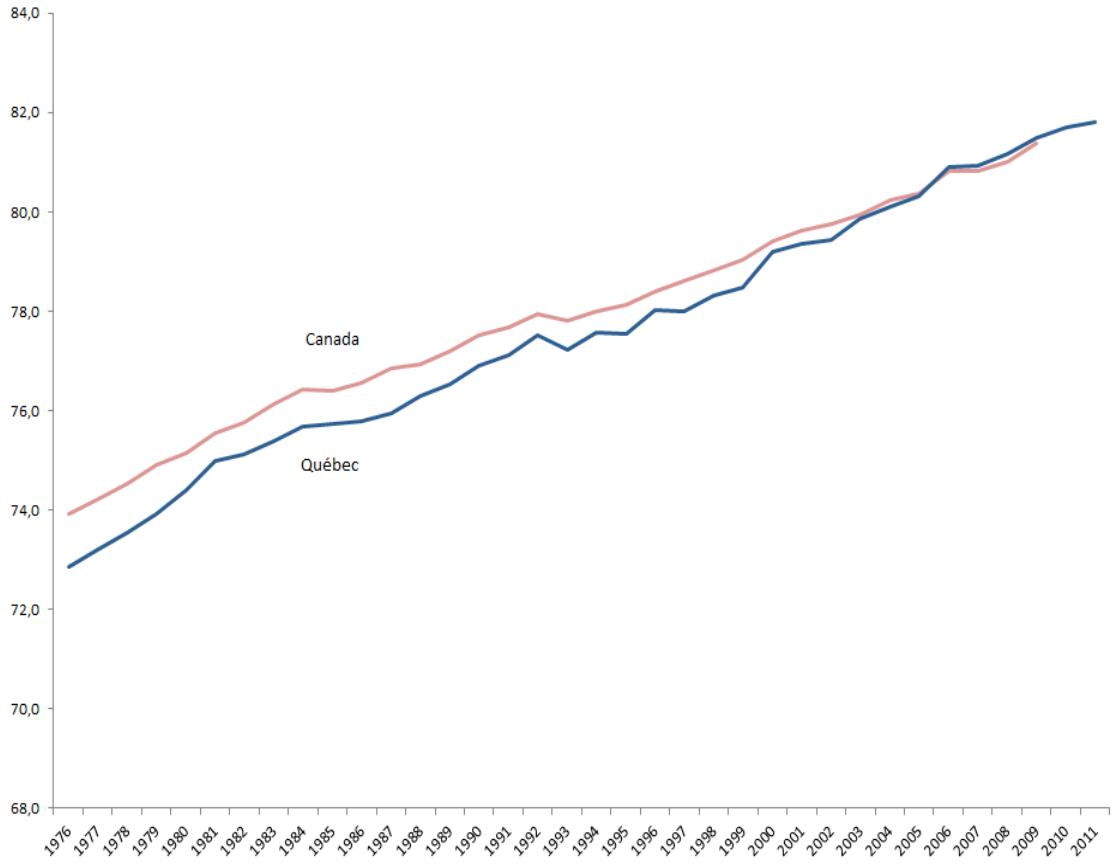
Dette publique nette provinciale par habitant, Québec

1976	4 745$	**1988**	11 892$	**2000**	18 168$
1977	5 487$	**1989**	11 878$	**2001**	17 478$
1978	5 609$	**1990**	11 871$	**2002**	17 906$
1979	6 145$	**1991**	11 894$	**2003**	17 896$
1980	7 088$	**1992**	12 940$	**2004**	17 696$
1981	8 292$	**1993**	14 218$	**2005**	17 552$
1982	6 488$	**1994**	15 832$	**2006**	18 125$
1983	7 330$	**1995**	17 251$	**2007**	18 399$
1984	8 069$	**1996**	18 073$	**2008**	17 918$
1985	9 537$	**1997**	18 670$	**2009**	18 974$
1986	10 844$	**1998**	18 936$	**2010**	19 704$
1987	11 473$	**1999**	18 628$	**2011**	19 891$

Description :
La dette nette a premièrement été modifiée afin de compenser pour les 3 changements de comptabilité du gouvernement du Québec. Ensuite, cette dette nette modifiée est divisée par le nombre d'habitants total.

Indice 18 : Espérance de vie à la naissance

Graphique 19: Espérance de vie à la naissance



Source :
Base de données sur la longévité Canadienne, Université de Montréal, *La mortalité et l'espérance de vie*, édition 2012 et 2013, Institut de la Statistique du Québec.

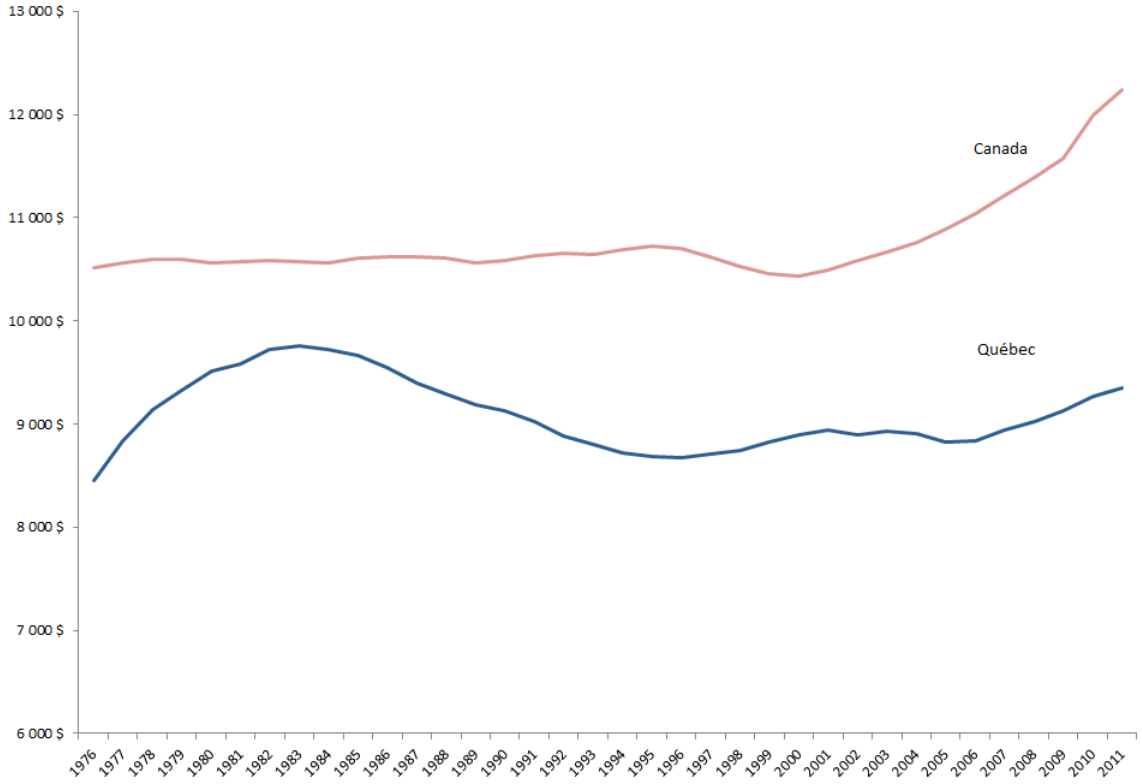
Espérance de vie à la naissance, Québec

1976	72,86	**1988**	76,30	**2000**	79,19
1977	73,20	**1989**	76,53	**2001**	79,35
1978	73,54	**1990**	76,92	**2002**	79,44
1979	73,93	**1991**	77,11	**2003**	79,87
1980	74,41	**1992**	77,53	**2004**	80,10
1981	74,99	**1993**	77,24	**2005**	80,33
1982	75,13	**1994**	77,58	**2006**	80,89
1983	75,40	**1995**	77,56	**2007**	80,93
1984	75,69	**1996**	78,02	**2008**	81,16
1985	75,73	**1997**	78,00	**2009**	81,49
1986	75,80	**1998**	78,33	**2010**	81,70
1987	75,95	**1999**	78,49	**2011**	81,80

Description :
Espérance de vie à la naissance.

Indice 19 : Stock d'infrastructure publique provinciale par habitant

Graphique 20: Stock d'infrastructure publique par habitant



Source :
Compilation spéciale, Statistiques Canada.

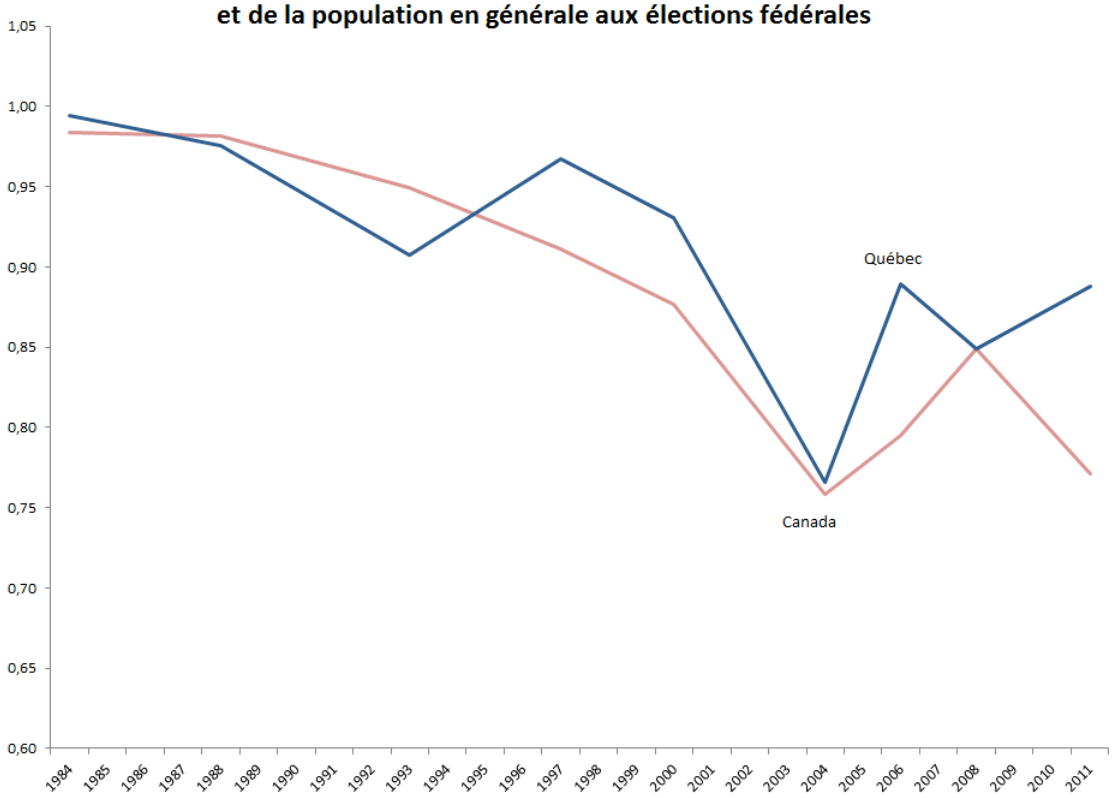
Stock d'infrastructure publique par habitant, Québec

1976	9 587 $	**1988**	8 797 $	**2000**	8 824 $
1977	9 723 $	**1989**	8 719 $	**2001**	8 840 $
1978	9 762 $	**1990**	8 690 $	**2002**	8 940 $
1979	9 719 $	**1991**	8 677 $	**2003**	9 027 $
1980	9 659 $	**1992**	8 706 $	**2004**	9 125 $
1981	9 544 $	**1993**	8 742 $	**2005**	9 268 $
1982	9 401 $	**1994**	8 821 $	**2006**	9 354 $
1983	9 287 $	**1995**	8 899 $	**2007**	9 511 $
1984	9 188 $	**1996**	8 936 $	**2008**	9 776 $
1985	9 133 $	**1997**	8 900 $	**2009**	10 019 $
1986	9 028 $	**1998**	8 934 $	**2010**	10 391 $
1987	8 883 $	**1999**	8 911 $	**2011**	10 675 $

Description :
Cet indice représente le stock net d'infrastructure publique par habitant. Il inclut les infrastructures de tous les types et des trois paliers de gouvernement (municipal, provincial, fédéral).

Indice 20 : Ratio du taux de participation aux élections fédérales des personnes de 25 à 34 ans et de la population en générale

Graphique 21: Ratio du taux de participation des personnes de 25 à 34 ans et de la population en générale aux élections fédérales



Source :
Étude électorale canadienne, compilation et calculs spéciaux des collaborateurs.

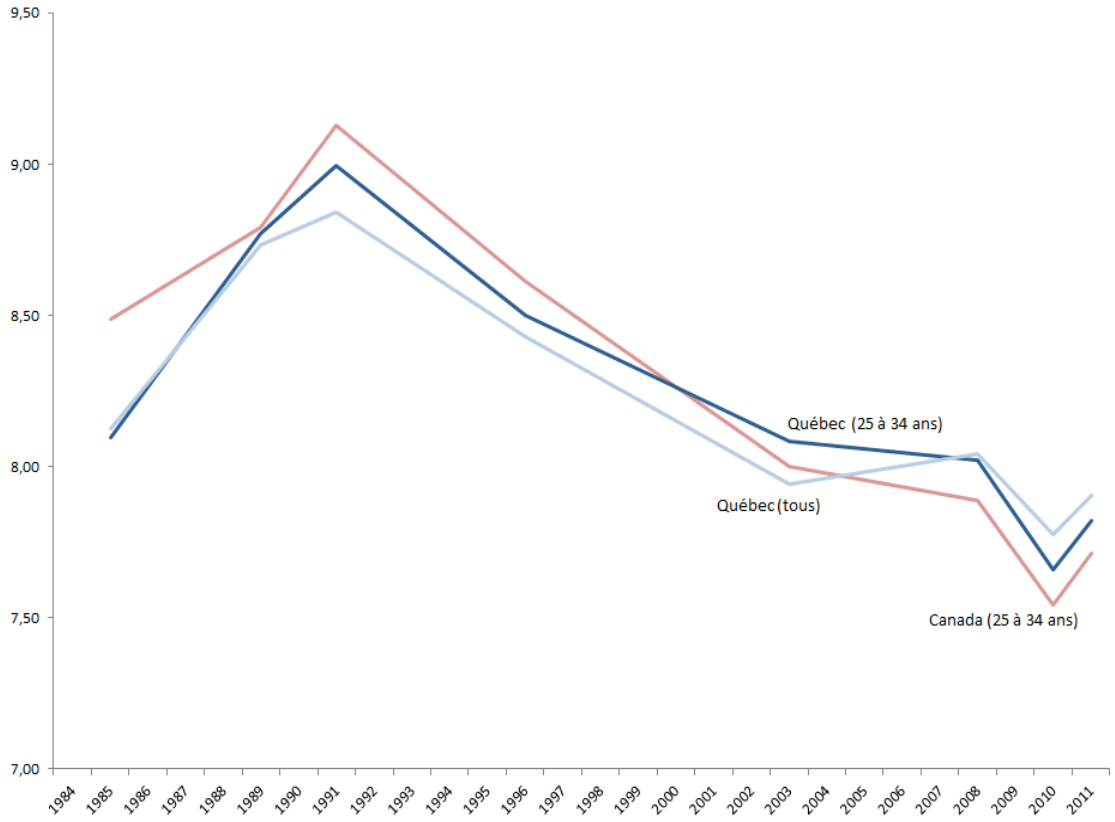
Ratio des taux de participation aux élections fédérales (25 à 34 ans/18 ans et +), Québec

1976		**1988**	0,98	**2000**	0,93
1977		**1989**		**2001**	
1978		**1990**		**2002**	
1979		**1991**		**2003**	
1980		**1992**		**2004**	0,77
1981		**1993**	0,91	**2005**	
1982		**1994**		**2006**	0,89
1983		**1995**		**2007**	
1984	0,99	**1996**		**2008**	0,85
1985		**1997**	0,97	**2009**	
1986		**1998**		**2010**	
1987		**1999**		**2011**	0,89

Description :
Cet indice est calculé en divisant le taux de participation aux élections fédérales des personnes de 25 à 34 ans par le taux de participation de la population de 18 ans et +.

Indice 21 : Satisfaction générale à l'égard de la vie

Graphique 22: Satisfaction générale à l'égard de la vie (échelle 1-10)



Source :
Enquête sociale générale, Statistiques Canada, compilation spéciale des collaborateurs.

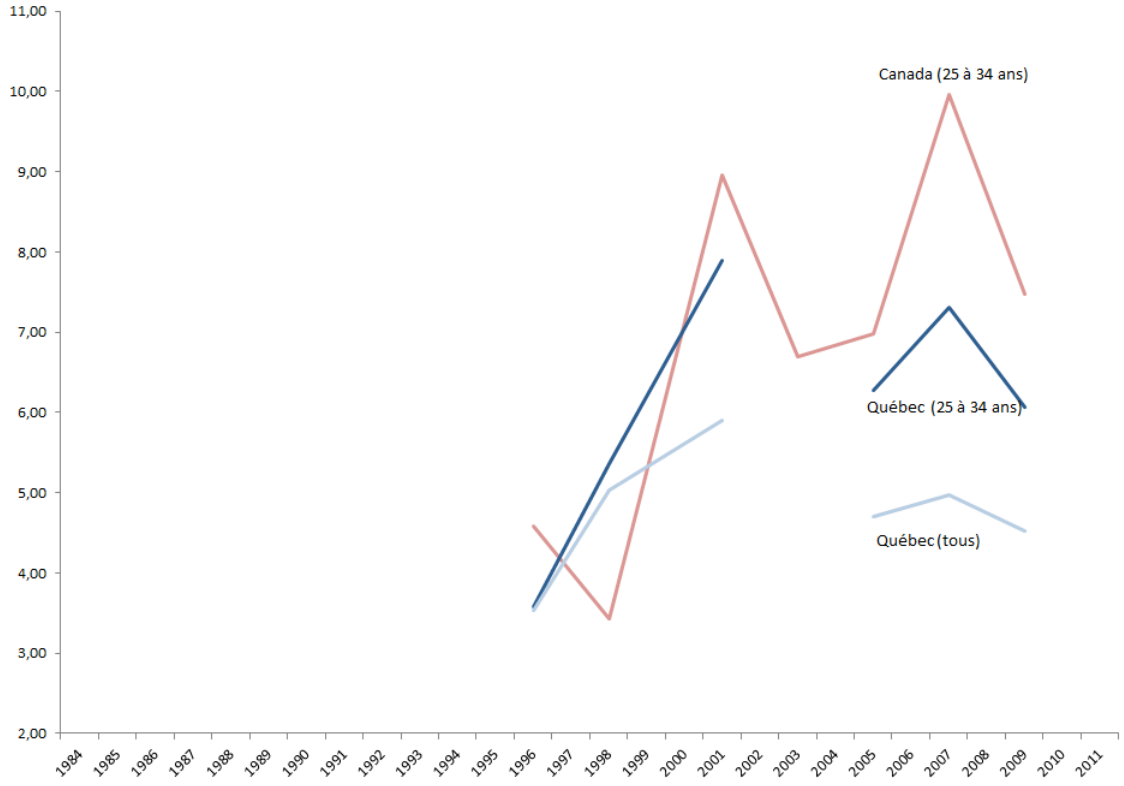
Satisfaction générale à l'égard de la vie, 25 à 34 ans, Québec

1976		**1988**		**2000**	
1977		**1989**	8,77	**2001**	
1978		**1990**		**2002**	
1979		**1991**	8,99	**2003**	8,08
1980		**1992**		**2004**	
1981		**1993**		**2005**	
1982		**1994**		**2006**	
1983		**1995**		**2007**	
1984		**1996**	8,50	**2008**	8,02
1985	8,10	**1997**		**2009**	
1986		**1998**		**2010**	7,66
1987		**1999**		**2011**	7,82

Description :
Cet indicateur rassemble les réponses à la question suivante de l'ESG : Quel sentiment éprouvez-vous à l'égard de la vie en général? Cette même question a été posée avec 2 échelles différentes (1-4, Très insatisfait à Très satisfait, 1-10, Très insatisfait à Très satisfait). Les collaborateurs ont fait une conversion de l'échelle 1 à 4 vers l'échelle 1 à 10.

Indice 22 : Taux de dépression majeure

Graphique 23: Taux de dépression majeure



Source :
Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes et Enquête nationale sur la santé de la population, Statistiques Canada, compilation et calculs spéciaux des collaborateurs.

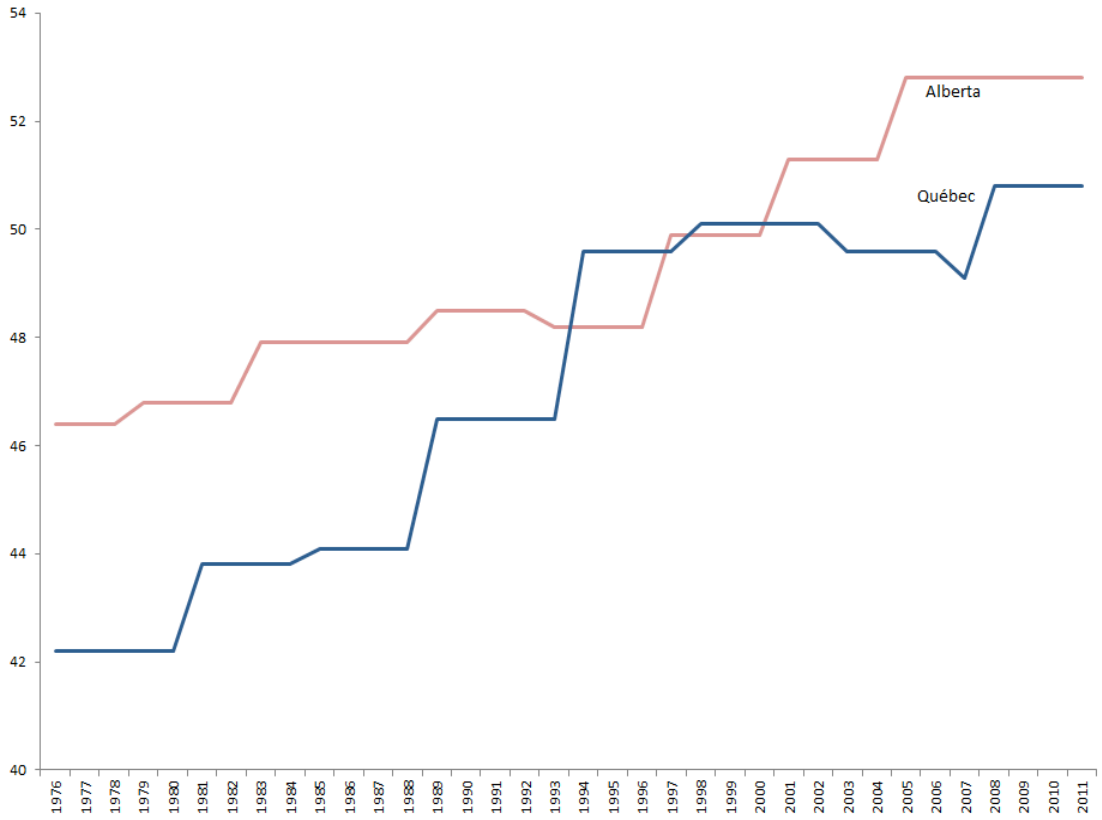
Taux de dépression majeure, 25 à 34 ans, Québec

1976	**1988**		**2000**	
1977	**1989**		**2001**	7,89
1978	**1990**		**2002**	
1979	**1991**		**2003**	
1980	**1992**		**2004**	
1981	**1993**		**2005**	6,27
1982	**1994**		**2006**	
1983	**1995**		**2007**	7,31
1984	**1996**	3,58	**2008**	
1985	**1997**		**2009**	6,07
1986	**1998**	5,36	**2010**	
1987	**1999**		**2011**	

Description :
Cet indicateur est basé sur une variable dérivée provenant des enquêtes sur la santé de Statistiques Canada qui utilisent une échelle standard pour déterminer si un répondant a vécu un épisode de dépression dans l'année précédente.

Indice 23 : Âge moyen des députés de l'assemblée nationale

Graphique 24: Âge moyen des députés provinciaux



Source :
Québec : Bibliothèque de l'assemblée nationale, Alberta : Bibliothèque du parlement.

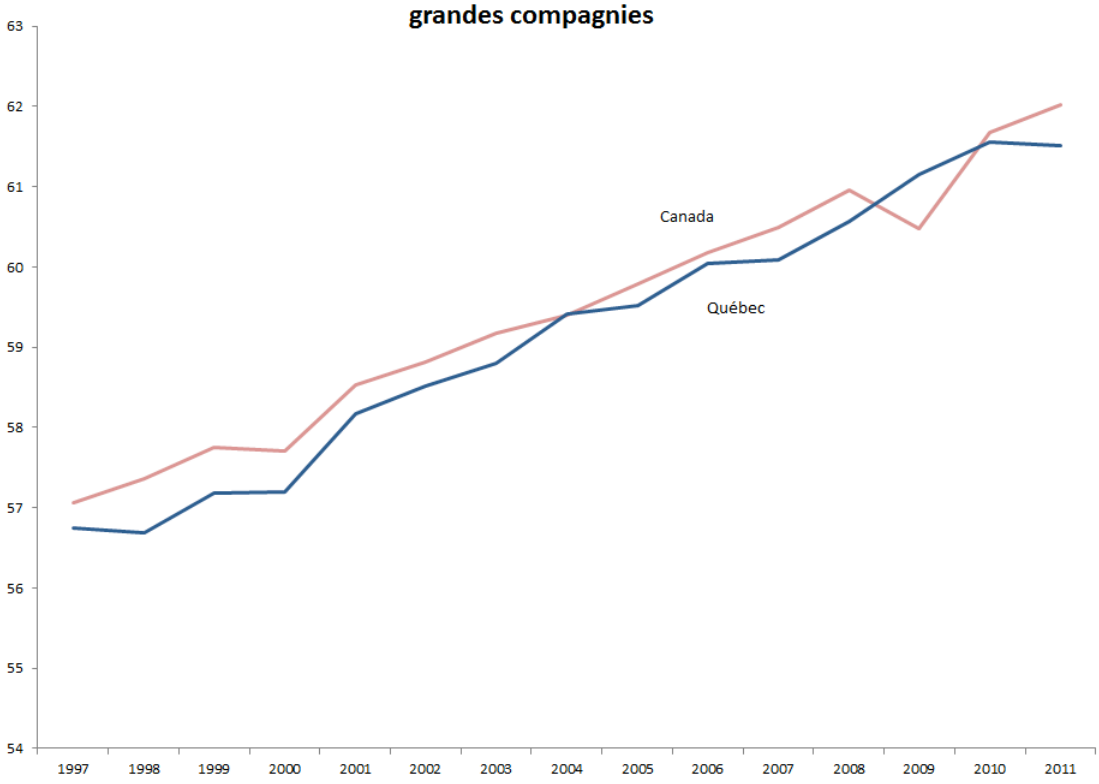
Âge moyen des députés provinciaux, Québec

1976	42,20	**1988**		**2000**	
1977		**1989**	46,50	**2001**	
1978		**1990**		**2002**	
1979		**1991**		**2003**	49,60
1980		**1992**		**2004**	
1981	43,80	**1993**		**2005**	
1982		**1994**	49,60	**2006**	
1983		**1995**		**2007**	49,10
1984		**1996**		**2008**	50,80
1985	44,10	**1997**		**2009**	
1986		**1998**	50,10	**2010**	
1987		**1999**		**2011**	

Description :
Cet indicateur représente l'âge moyen des députés provinciaux après chaque élection.

Indice 24 : Âge moyen des membres des conseils d'administration des grandes compagnies

Graphique 25: Âge moyen des membres des conseils d'administration des grandes compagnies



Source :
Spencer Stuart Board Index, compilation spéciale des collaborateurs.

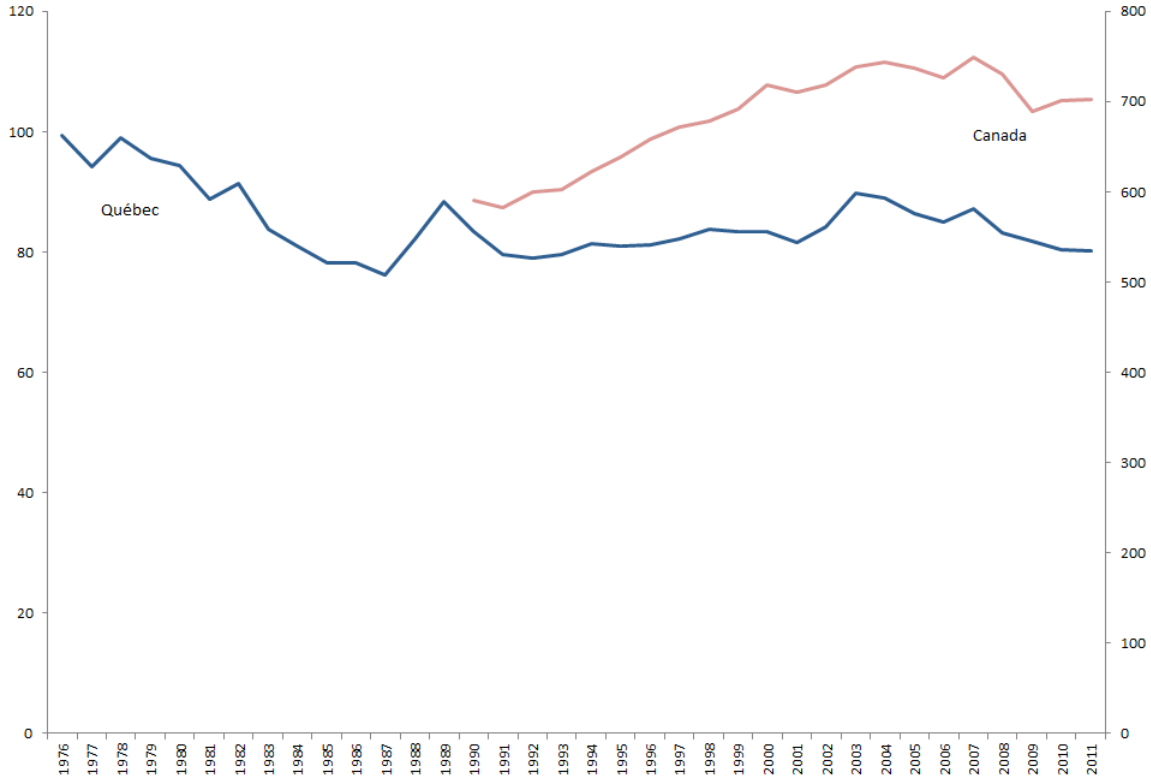
Âge moyen des membres des conseils d'administration des grandes compagnies, Québec

1976	**1988**		**2000**	
1977	**1989**		**2001**	58,2
1978	**1990**		**2002**	58,5
1979	**1991**		**2003**	58,8
1980	**1992**		**2004**	59,4
1981	**1993**		**2005**	59,5
1982	**1994**		**2006**	60,0
1983	**1995**		**2007**	60,1
1984	**1996**		**2008**	60,6
1985	**1997**	56,7	**2009**	61,1
1986	**1998**	56,7	**2010**	61,6
1987	**1999**	57,2	**2011**	61,5

Description :
Cet indicateur représente l'âge moyen des administrateurs des grandes compagnies. Pour les années entre 1997 et 2003, la durée des mandats est utilisée pour prédire l'âge, lequel n'est disponible dans les données de Spencer Stuart qu'à partir de 2004.

Indice 25 : Émissions de gaz à effet de serre (GT équiv. CO2)

Graphique 26: Émissions de gaz à effet de serre (GT équiv. CO2)



Source :
1976 à 2004 : *Les statistiques de l'énergie au Québec*;
1978 — 1979 : *L'énergie au Québec*;
1985 — 2004 : *compilation de Harvey Mea*d;
2005-2011 : *MDDEP, Inventaire québécois des émissions de gaz à effet de serre*, Ministère du Développement Durable, de l'Environnement, Faune et Parc.

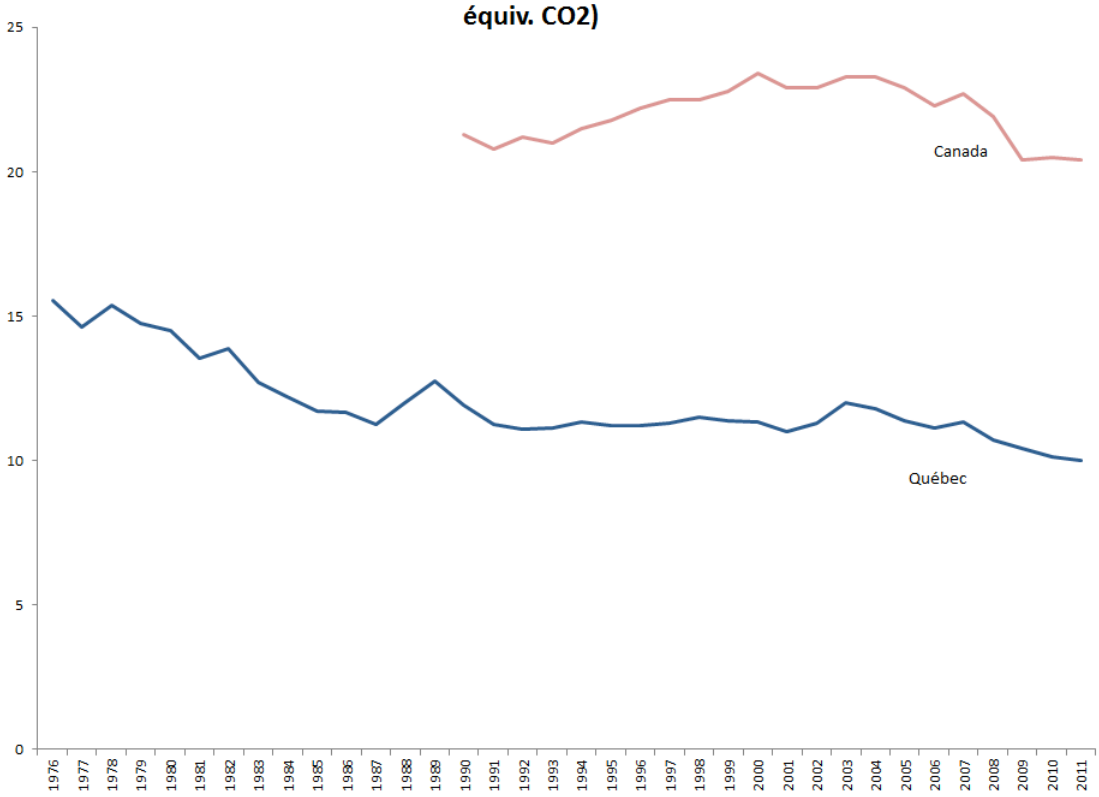
Émissions de gaz à effet de serre (GT équiv. CO2), Québec

1976	99,4	**1988**	82,1	**2000**	83,3
1977	94,1	**1989**	88,3	**2001**	81,5
1978	98,9	**1990**	83,4	**2002**	84,1
1979	95,5	**1991**	79,5	**2003**	89,7
1980	94,3	**1992**	78,9	**2004**	89,0
1981	88,8	**1993**	79,6	**2005**	86,4
1982	91,4	**1994**	81,4	**2006**	85,0
1983	83,8	**1995**	80,9	**2007**	87,2
1984	80,9	**1996**	81,2	**2008**	83,3
1985	78,1	**1997**	82,1	**2009**	81,8
1986	78,2	**1998**	83,8	**2010**	80,3
1987	76,2	**1999**	83,3	**2011**	80,1

Description :
Cet indicateur représente les émissions de gaz à effet de serre au Québec en gigatonnes d'équivalent de carbone dioxyde.

Indice 26 : Émission de gaz à effet de serre par habitant (en tonnes d'équiv. CO2)

Graphique 27: Émissions de gaz à effet de serre par habitant (en tonnes équiv. CO2)



Source :
1976 à 2004 : *Les statistiques de l'énergie au Québec*;
1978 — 1979 : *L'énergie au Québec*;
1985 — 2004 : *compilation de Harvey Mea*d;
2005-2011 : *MDDEP, Inventaire québécois des émissions de gaz à effet de serre*, Ministère du Développement Durable, de l'Environnement, Faune et Parc.

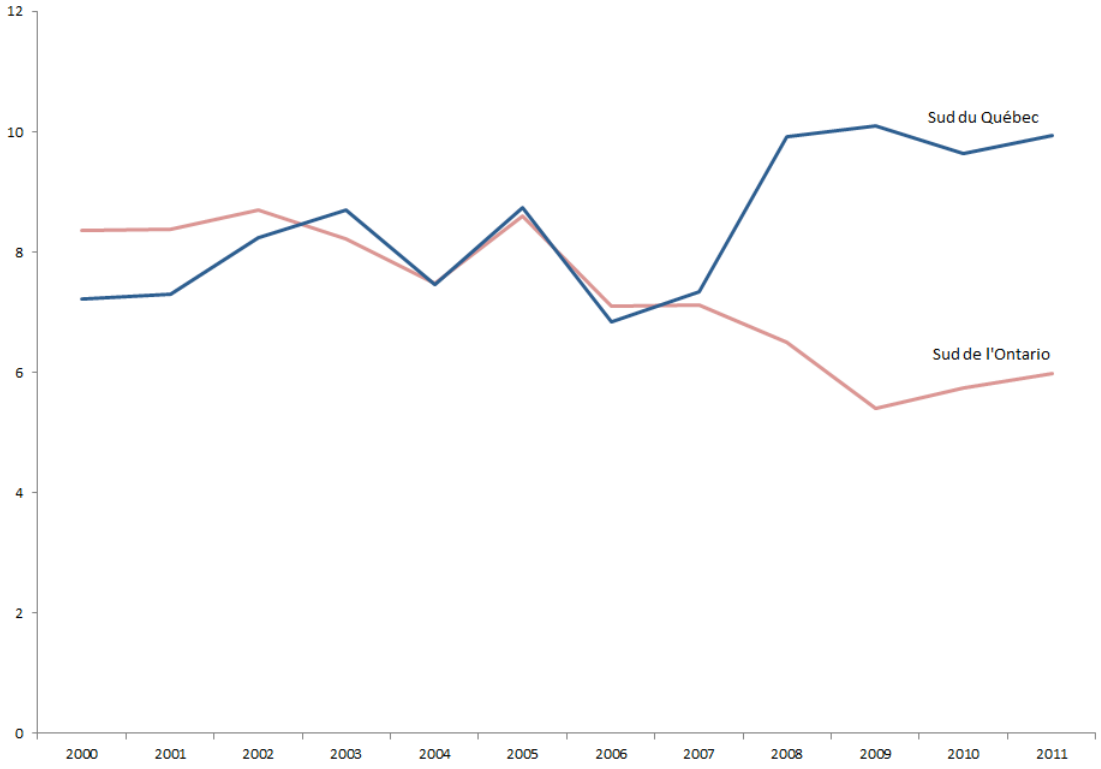
Émissions de gaz à effet de serre par habitant (Tonnes équiv. CO2), Québec

1976	15,5	**1988**	12,0	**2000**	11,3
1977	14,6	**1989**	12,8	**2001**	11,0
1978	15,4	**1990**	11,9	**2002**	11,3
1979	14,8	**1991**	11,2	**2003**	12,0
1980	14,5	**1992**	11,1	**2004**	11,8
1981	13,6	**1993**	11,1	**2005**	11,4
1982	13,9	**1994**	11,3	**2006**	11,1
1983	12,7	**1995**	11,2	**2007**	11,3
1984	12,2	**1996**	11,2	**2008**	10,7
1985	11,7	**1997**	11,3	**2009**	10,4
1986	11,7	**1998**	11,5	**2010**	10,1
1987	11,2	**1999**	11,4	**2011**	10,0

Description :
Cet indicateur représente les émissions de gaz à effet de serre au Québec par habitant en tonnes d'équivalent de carbone dioxyde.

Indice 27 : Qualité de l'air : Concentration de particules fines (PM2,5)

Graphique 28: Qualité de l'air: Concentration de particules fines (PM2,5)



Source :
Données sur la qualité de l'air, Environnement Canada.

Qualité de l'air: Concentration de particules fines (PM2,5)

1976	**1988**	**2000**	7,2
1977	**1989**	**2001**	7,3
1978	**1990**	**2002**	8,2
1979	**1991**	**2003**	8,7
1980	**1992**	**2004**	7,5
1981	**1993**	**2005**	8,7
1982	**1994**	**2006**	6,8
1983	**1995**	**2007**	7,3
1984	**1996**	**2008**	9,9
1985	**1997**	**2009**	10,1
1986	**1998**	**2010**	9,6
1987	**1999**	**2011**	9,9

Description :
Cet indicateur représente la concentration de particules fines (moins de 2,5 micromètres) en microgrammes par mètre cube.

Enjeux de soutenabilité – Introduction

Grâce à l'indice québécois d'équité entre les générations (IQEG), nous avons constaté que la qualité de vie des jeunes s'est améliorée par rapport à celle de leurs parents, mais est-ce que ce progrès a été bâti sur une fondation solide ? Cette section tentera de répondre à la question de la soutenabilité en étudiant certaines de ses tendances. Solow, économiste lauréat du prix Nobel, définit la soutenabilité comme étant la capacité des générations futures de vivre aussi bien que les générations précédentes. La distinction importante qu'il fait est que la soutenabilité ne peut pas être de préserver toutes les ressources, tous les environnements ou même toutes les espèces, tel qu'ils le sont présentement, car ceci nous empêcherait de construire quoi que ce soit de permanent ou de semi-permanent, ou d'exploiter les ressources minières. Nous utiliserons ici la définition de soutenabilité de Solow. Nous explorerons donc les effets potentiels et futurs sur la qualité de vie des jeunes, surtout d'un point de vue économique, par les quatre grands enjeux de soutenabilité suivants :

1. Le réchauffement de la planète et l'épuisement des ressources;
2. La dette publique;
3. La trajectoire future des revenus et dépenses du gouvernement provincial;
4. L'épargne publique et privée pour la retraite.

Cette exploration se fera simplement par une revue des écrits récents les plus pertinents sur les effets de chacun de ces enjeux sur le niveau de vie future des Québécois.

Pris individuellement, les effets futurs de chacun de ces 4 grands enjeux ne sont pas nécessairement alarmants. Les écrits revus laissent entendre que chacun affectera les revenus futurs de quelques points de pourcentage ou la croissance économique de quelques dixièmes de points de pourcentage. Mais, si nous combinons les effets potentiels de ces 4 grands enjeux, les impacts deviennent significatifs, affectant négativement le revenu futur des Québécois de plusieurs points de pourcentage ou le taux de croissance économique annuel potentiellement de plus de 1 %. Ceci peut sembler négligeable mais, considérant l'augmentation de seulement 9,6 % du revenu médian disponible des jeunes de 25 à 34 ans dans les 35 dernières années et la prévision des économistes d'une croissance annuelle moyenne d'environ 1,5 % dans les 30 prochaines années, ce n'est pas du tout négligeable.

Deux enjeux sont particulièrement inquiétants. Le premier est celui du réchauffement de la planète. Si ce réchauffement s'accélère, ce qui est probable si le Québec et le monde ne réussissent pas rapidement à s'entendre sur la façon de diminuer les émissions de gaz à effet de serre, les coûts pour toutes les économies du monde seront significatifs. Selon certaines des études les plus récentes, ces coûts pourraient aller jusqu'à 20 % du PIB. Le second est celui de la trajectoire future des revenus et des dépenses du gouvernement provincial. Selon une étude récente de Godbout,

St-Cerny, Arsenault, Dao et Fortin, le Québec aura à faire face à ce problème de manière croissante dans les 35 prochaines années; ce déficit atteindra 4,5 % du PIB en 2051. Pour remédier à ce déficit, à moins d'une croissance économique miraculeuse, les Québécois devront soit faire face à des niveaux de taxation plus élevés, soit à des coupures dans leurs services gouvernementaux.

Dans tous les cas, il sera mieux pour les Québécois, jeunes et moins jeunes, d'agir rapidement afin de limiter les impacts défavorables. Tous les enjeux de soutenabilité auront des coûts plus élevés à long terme si nous attendons pour agir.

Enjeu de soutenabilité 1 : Le réchauffement de la planète

Dans son dernier rapport, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GEIEC) ne fait plus aucune place au doute : la planète se réchauffe à cause des émissions de gaz à effet de serre (GES) découlant de l'activité des êtres humains. Effectivement, d'après le GEIEC, la planète s'est déjà réchauffée d'environ 0,79ºC depuis le début du 20ième siècle à cause de la hausse en concentration des GES dans l'atmosphère.

La concentration de CO2 dans l'atmosphère (le GES qui a le plus grand impact sur le réchauffement de la planète) a augmenté, depuis les années 60, de 320 parts par millions (PPM) à 393PPM. Au rythme actuel d'émissions annuelles de CO2, qui sont passées, entre 1990 et 2011, de 22,7 à 34 milliards de tonnes de CO2 (GtC02), la concentration de CO2 dans l'atmosphère augmente de plus de 2PPM par année.

Le GEIEC propose plusieurs scénarios pour le futur réchauffement de la planète. Dans son scénario phare le plus pessimiste, où les émissions continuent d'augmenter pour se rendre à une moyenne de 70GtCO2 par année entre 2012 et 2100, la planète se réchauffera entre 2,6 et 4,8ºC et le niveau de la mer montera de 45 à 85cm d'ici 2100. Ce type de réchauffement aurait, non seulement des conséquences environnementales évidemment dévastatrices, mais également des conséquences économiques importantes et potentiellement catastrophiques. Dans son rapport sur l'économie du changement de climat, Nicholas Stern utilise des modèles économiques pour prévoir des coûts conservateurs de 5 % du PIB mondial annuel à un réchauffement de la planète moins élevé que celui-ci. Ces coûts proviennent d'un grand nombre de sources, telles que la réduction des rendements agricoles, le coût des inondations plus fréquentes, la disparition ou diminution rapide de certaines industries dépendantes au climat (ex. : Le ski au sud du Québec) etc… Il affirme que si un plus grand nombre des impacts et risques du réchauffement sont pris en compte, ces coûts pourraient monter à 20 % et plus du PIB mondial annuel.

Le réchauffement et l'épuisement de certaines ressources ont aussi d'autres coûts plus difficiles à quantifier. Premièrement, ils augmentent potentiellement le nombre de catastrophes naturelles, qui ont souvent des coûts économiques et humains élevés. Deuxièmement, il semble augmenter le nombre de conflits armés dans les pays en voie de développement. Finalement, l'épuisement de certaines ressources et l'extinction de certaines espèces animales ont, et auront, de nombreux coûts autres qu'économiques. Est-il possible, par exemple, de quantifier la perte de la beauté des coraux, de la disparition de certaines forêts, etc.?

Par contre, les coûts pourcombattre le réchauffement, sont estimés par Sir Stern à 1 % du PIB annuel en moyenne dans tous les pays du monde, si fait de façon efficace et suffisamment tôt. Les caractéristiques clés de mesures efficaces pour combattre le réchauffement selon Stern sont une bourse du carbone, une coopération technologique

entre les pays et acteurs, des actions pour réduire la déforestation et l'adaptation des modes de vie. Les experts de l'OCDE prônent aussi l'action rapide, tel que mentionné dans leur rapport sur les coûts des politiques de mitigation du réchauffement de la planète publié en 2009. Ils estiment les coûts pour combattre le réchauffement de la planète à 0,13 % de croissance annuelle du PIB mondial pour un total cumulatif de 5 % du PIB d'ici 2050.

Considérant que les taux de croissance du PIB prédits par la majorité des économistes pour les 50 prochaines années ne sont pas très élevés, aux alentours de 1,5 % par année, ces coûts estimés auront un effet potentiellement significatif sur le revenu disponible futur des jeunes d'aujourd'hui. D'un côté, une taxe, ou bourse du carbone, pourrait augmenter le coût de la vie de façon modeste. D'un autre côté, ne rien faire pourrait avoir des effets néfastes potentiellement très élevés sur le revenu de plusieurs. Il y a tout de même ici un effet compensatoire : si la croissance mondiale est plus basse, le réchauffement de la planète sera moindre et, si la croissance est élevée, les coûts du réchauffement seront élevés, mais sur une base de revenu plus élevés. Dans tous les scénarios et selon tous les experts cités, il est tout de même plus équitable entre les générations et moins coûteux d'agir le plus tôt possible.

Références :

1. GEIC (2013), Summary for policymakers – Fifth Assessment Report (lien)
2. NRTEE (2011), *Paying the price – The economic impact of climate change for Canada* (lien)
3. OCDE (2008), *The Economics of Climate Change Mitigation : Policies and Options for the Future* (lien)
4. STERN, Nicholas Sir (2008), *Stern Review : The Economics of Climate Change* (lien)

Enjeu de soutenabilité 2 – La dette publique

Le niveau de la dette publique, à cause des coûts de son service qui s'élèvent à plus de 10 % des dépenses consolidées du gouvernement du Québec, affecte déjà grandement la capacité du gouvernement à investir dans des programmes sociaux ou à réduire le fardeau fiscal. Le niveau de cette dette pourrait aussi, s'il n'est pas gardé suffisamment bas, affecter la capacité des générations futures à continuer d'être prospère et de pouvoir maintenir le même niveau de services publics.

La dette publique du gouvernement du Québec peut être mesurée de plusieurs façons différentes. La *dette directe* est simplement la dette contractée sur les marchés financiers. On obtient la *dette totale ou brute* en ajoutant le passif net au titre des régimes de retraite et en soustrayant le solde du Fonds des générations à la dette directe. Pour obtenir la *dette nette*, nous soustrayons les autres actifs financiers du gouvernement à la dette totale. Finalement, pour arriver à la *dette représentant les déficits cumulés*, nous soustrayons les actifs non financiers du gouvernement.

Voici donc un résumé de la dette consolidée du gouvernement du Québec au 31 mars 2012, d'après le budget de 2013-2014 :

Dette directe : 158,9G$ (47,2 % du PIB)

Plus Passif net au titre des régimes de retraite : 28,7G$

Moins Solde du Fonds des générations : 4,2G$

Égale Dette brute ou totale : 183.4G$ (54,6 % du PIB)

Moins Actifs financiers : 16,2G$

Égale Dette nette : 167,1G$ (49,6 % du PIB)

Moins Actifs non financiers : 53G$

Égale Dette représentant les déficits cumulés : 114,1G$ (34 % du PIB)

Peu importe la mesure de la dette choisie, la dette du Québec est la plus élevée parmi toutes les provinces du Canada. Si nous compensons pour les nombreux changements de comptabilité du gouvernement, la dette nette consolidée du gouvernement est passée de 84,1G$ en 1991, à 129,3G$ en 2001, à 159,3G$ en 2011, en dollars constants de 2011, soit une augmentation de 89,4 % entre 1991 et 2011. Durant cette même période, le stock net d'infrastructures publiques du Québec est passé de 65,7G$ à 91,2G$, une augmentation de 39 %.

Mais est-ce que cette dette relativement élevée comporte un risque pour le niveau de vie future des Québécois ? Il n'est pas facile de répondre à cette question. Suite à la crise financière de 2008, qui a fait exploser la dette de plusieurs États, la question de l'effet d'un haut niveau de dette sur la croissance économique a fait couler une grande quantité d'encre. De nombreuses études économiques ont donc été publiées sur le sujet. L'étude la plus discutée, celle de Rogoff et Reinhard, avait trouvé que la dette commençait à ralentir substantiellement la croissance économique quand elle dépassait le seuil de 90 % du PIB. Cette étude a depuis été largement discréditée à cause de failles majeures, mais beaucoup d'économistes sont tout de même d'accord pour affirmer qu'une dette publique modérée a peu d'effet sur la croissance d'un pays.

Une étude récente de 2 économistes du FMI amène un bémol à ce consensus. Ces économistes ont trouvé qu'une augmentation de 10 % du ratio de la dette au PIB amenait une baisse de la croissance économique annuelle moyenne de 0,2 % mais avec un impact légèrement plus bas dans les économies avancées. D'autres études récentes montrent que des politiques d'austérité (hausses de taxes, coupures dans les services) réduisent, en moyenne, les taux de croissance et ne réussissent pas à réduire la dette. Donc, si un niveau de dette finit par forcer des politiques d'austérité, cela touchera la croissance économique.

Toutes ces études sont faites sur la croissance et la dette de pays et ne peuvent pas nécessairement être généralisées à une province, mais elles représentent tout de même les meilleurs indices de l'impact de la dette du Québec sur sa croissance future.

Le service de la dette représente plus de 10 % du budget total du gouvernement du Québec. À environ 10,9G$ en 2013-2014, le service de la dette consolidée constitue une dépense comparable à l'ensemble du système d'éducation primaire et secondaire. Ce coût pourrait aussi augmenter significativement si le taux d'intérêt sur la dette du gouvernement venait à augmenter. Une perte de confiance des marchés financiers dans la capacité du Québec de rembourser sa dette pourrait nous faire tomber dans un cercle vicieux, comme ce fut le cas en Grèce dans les dernières années. La Grèce a vu une croissance négative cumulative de plus de 20 % entre 2009 et 2012. Les chances d'une telle catastrophe sont peut-être faibles mais ne doivent tout de même pas être ignorées.

En conclusion, la dette publique du Québec est élevée et a crû rapidement. D'après certains économistes, à environ 50 % du PIB, la dette du Québec ne devrait avoir aucun impact sur la croissance de son économie. Par contre, selon d'autres économistes, dont deux du FMI, cette dette à 50 % du PIB pourrait coûter jusqu'à 1 % de croissance annuellement. Cette dette limite notre marge de manœuvre en cas de crise économique et pourrait nous pousser à adopter des mesures d'austérité qui feraient mal à l'économie et, par conséquent, aux revenus futurs des Québécois.

Références :

1. Ministère des finances (2007), *La dette du Québec,* (lien);
2. Ministères des finances (2012), *Données historiques - Budget 2012-2013* (lien);
3. Ministères des finances (2013), *Plan budgétaire - Budget 2013-2014,* (lien);
4. Kumar Manmohan et Woo, Jaewon (2010), *Public Debt and Growth,* IMF Working Paper 10/174, (lien);
5. Cecchetti, Stephen G, Mohanty, Madhusudan et Zampolli, Fabrizio (2011), *The real effects of debt,* Bank for international settlements Working paper No 352 (lien);
6. Ortiz, Guillermo (2012), *The False Dilemma between Austerity and Growth,* Think Tank 20:New Challenges for the Global Economy, New Uncertainties for the G-20 (lien);
7. Site de la Banque Mondiale, *Annual GDP growth*, (lien).

Enjeu de soutenabilité 3 :
La trajectoire future des revenus et dépenses du gouvernement provincial

Presque certainement plus grave que le niveau de dette actuel du gouvernement provincial est la trajectoire future de ses revenus et de ses dépenses. Le vieillissement rapide de la population du Québec fera augmenter la croissance des dépenses et diminuer l'accroissement des revenus. Ces deux effets opposés risquent de forcer les gouvernements successifs à diminuer la qualité des services publics et à augmenter le fardeau fiscal des individus, diminuant ainsi le niveau de vie.

L'âge médian de la population du Québec est passé de 27,6 à 41,6 ans entre 1976 et 2011. Ce changement a été bénéfique pour les finances publiques du Québec, car il a augmenté la proportion de personnes en âge de travailler (15 à 64 ans). Selon les projections de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ), pour les 35 prochaines années, l'âge médian continuera d'augmenter pour se rendre à 48,1 ans en 2046. Cette augmentation sera toutefois loin d'être bénéfique pour les finances publiques puisque le ratio de dépendance des personnes âgées passera de 20 % à environ 46,7 %, c'est-à-dire que nous passerons de 5 personnes âgés de 16-64 ans pour chaque personne de 65 ans et plus à un peu plus 2. Cette croissance de la population en âge de retraite restreindra la croissance économique en diminuant le nombre total d'heures travaillées et, par conséquent, réduira les revenus de l'état, en plus d'augmenter les dépenses en santé.

Luc Godbout, Suzie St-Cerny, Matthieu Arsenault, Ngoc Ha Dao et Pierre Fortin ont fait l'analyse la plus complète de l'effet que ce vieillissement de la population aura sur la trajectoire des dépenses et des revenus du gouvernement du Québec durant la période de 2013 à 2050. Nous résumerons ici cette étude phare, publiée en janvier 2014, qui se divise en trois grandes sections : (1) les hypothèses économiques, démographiques et budgétaires; (2) les projections découlant de ces hypothèses; et (3) la sensibilité de ces projections à des modifications des hypothèses.

Godbout et *al* choisissent premièrement d'utiliser le scénario de base des projections démographiques de 2010 à 2056 publié par l'ISQ et cité ci-haut. Dans ce scénario, l'espérance de vie augmentera à 85,5 ans pour les hommes et à 89 pour les femmes d'ici 2051 et le pourcentage de la population âgée de 65 ans et + passera de 16 % en 2011 à 28 % en 2056. Les auteurs prévoient ensuite que la croissance annuelle de la productivité augmentera de 1 % à 1,25 % d'ici 2025 et restera stable par la suite. Ceci est une hypothèse optimiste considérant que la moyenne des 30 dernières années est de 1 %. Les auteurs projettent aussi une augmentation significative des taux d'emploi pour tous les groupes d'âges mais, malgré cette augmentation parmi chaque groupe d'âge, le taux d'emploi, dans son ensemble, diminuera de façon marquée entre 2010 et 2056 à cause du vieillissement de la population. Ils font l'hypothèse que le flux

migratoire net annuel (immigrants-émigrants) sera de 30 000. Pour la croissance des dépenses du gouvernement en santé, éducation et services de garde, les auteurs l'évaluent selon l'évolution projetée de la pyramide d'âge sur chaque point de dépenses, à cela est ajouté un facteur de croissance reflétant l'inflation et les coûts de la croissance de la productivité. Pour les coûts de service de la dette, l'augmentation de la dette projetée par leur modèle est ignorée, car cette augmentation mènerait rapidement le Québec à la faillite. Les taux d'intérêt utilisés sont basés sur les prévisions de chercheurs de l'Université de Toronto. Pour les autres dépenses, les auteurs projettent une croissance au même rythme que l'inflation. Pour les revenus, les auteurs projettent une croissance au même rythme que le PIB nominal.

En utilisant ces hypothèses, les auteurs prédisent les revenus et dépenses annuels ainsi que le déficit annuel du gouvernement du Québec entre 2013 et 2050. Selon leur scénario de base, ils trouvent que le déficit annuel passera de 0,8 % du PIB en 2010, à 2,7 % en 2030 pour terminer à 5,1 % en 2050. Pour fin de comparaison, le déficit discuté actuellement d'environ 2,4 milliards pour l'année fiscale 2013-2014 représente environ 0,6-0,7 % du PIB. La conclusion des auteurs est donc que la trajectoire future des revenus et dépenses du gouvernement provincial n'est pas soutenable. Dans la version précédente de cette même étude, publiée en 2012, dont les résultats étaient similaires, la valeur actuelle des déficits projetés en 2010 était de 193,5 milliards de dollars. Selon la méthode de comptabilité générationnelle recommandé par Lawrence Kotlikoff, ce 193,5B$ est complètement équivalent à un 193,5B$ supplémentaires de dette gouvernementale. Le montant total de taxes futures que devront payer les contribuables combine ce montant au montant de la dette nette, nous donnant un montant total, en 2010, de 342B$ ($ 2010). Le gouvernement devra, pour au minimum limiter la croissance de la dette, donc pour résorber le 193,5B$, soit couper dans les services offerts, soit augmenter les revenus, soit une combinaison des deux. Les auteurs estiment, dans la version 2012 de l'étude, qu'en utilisant seulement l'augmentation des revenus, le gouvernement devrait augmenter ses revenus de 2,2 % pour toute la période de 2010 à 2056, ce qui nous apparaît une augmentation majeure.

Godbout et *al* vérifient ensuite le degré de sensibilité de leurs résultats à chacune de leurs hypothèses. Une hausse ou baisse du taux de fécondité ne change presque rien aux prédictions. L'augmentation ou la diminution du flux migratoire a un effet significatif, si le flux migratoire est de 45 000 au lieu de 30 000, le déficit annuel en 2050 sera de 4,3 % au lieu de 5,1 %. Des taux d'emploi stable au lieu de croissant auraient aussi un effet significatif, faisant passer le déficit en 2050 de 5,1 % à 6,2 %. Un taux de productivité stable à 1 % au lieu d'une hausse à 1,25 aurait aussi un effet majeur, poussant le déficit en 2050 à 6,5 %.

En conclusion, Godbout et *al* projettent un futur difficile pour les finances publiques québécoises et ce, en faisant des hypothèses assez optimistes. Il est donc probable que les jeunes d'aujourd'hui auront à vivre avec soit des taux de taxation plus élevés, soit avec des services gouvernementaux réduits. Par exemple, en 2030, le déficit est

estimé par les auteurs à 2,7 % du PIB; considérant que nous dépensons un peu moins de 5 % du PIB en éducation, il faudrait couper les dépenses en éducation (tous niveaux confondus) de plus de la moitié pour résorber ce déficit. En outre, tout comme avec l'enjeu de soutenabilité de l'environnement, plus nous attendons pour régler ce problème, plus la facture risque d'être salée. Il est plus équitable entre les générations d'agir maintenant que d'attendre et d'accumuler encore plus de dettes pour les générations futures.

Références :

1. GODBOUT, Luc, St-Cerny, Suzie, Bouchard St-Amant, Pier-André et Fortin, Pierre (2012), *Quebec's Public Finances Between Demographic Changes and Fiscal Sustainability,* Chapitre 3 dans The Family, the Market or the State?, International Studies in Population, Vol. 10.
2. Godbout, Luc, St-Cerny, Suzie, Arsenault, Matthieu, Ha Dao, Ngoc et Fortin, Pierre (2014), *La soutenabilité budgétaire du gouvernement du Québec,* Document de travail 2014/01, Chaire de recherche en fiscalité et en dépenses publiques (lien).
3. ISQ (2009), *Perspectives démographiques du Québec et des régions, 2006-2056, édition 2009* (lien).
4. KOTLIKOFF, Lawrence et Burns, Scott (2004). *The Coming Generational Storm: What You Need to Know about America's Economic Future*', MIT Press.

Enjeu de soutenabilité 4 – L'épargne publique et privée pour la retraite

Comme nous l'avons déjà vu, le « baby boom » des années d'après-guerre et la grande hausse de l'espérance de vie vont faire que le pourcentage de la population québécoise qui a 65 ans et plus passera de 16 % en 2011 à environ 28 % en 2056. Ceci aura un grand impact sur l'économie québécoise car les taux de participation au marché du travail diminueront rapidement après l'âge de 55 ans au Québec. En 2012, le taux d'emploi des personnes âgées de 25 à 54 ans était de 81,6 %, il passe à 53,7 % pour les personnes âgées de 55 à 64 ans et à 8,6 % pour les personnes âgées de 65 ans et +. L'âge médian de la retraite est effectivement passé d'environ 65 ans en 1970 à environ 60 ans en 2009, faisant d'autant plus pression sur la répartition démographique des coûts des régimes de retraite. Cet enjeu révèle un autre écueil potentiellement dangereux : un tiers des ménages québécois n'épargne pas suffisamment pour atteindre un taux de remplacement de leurs revenus de 60 % à la retraite, s'ils prennent leur retraite à 65 ans. Ce tiers se situe surtout dans la classe moyenne.

L'étude de Godbout et *al* r mentionnée dans la section précédente discute de l'effet de ce vieillissement de la population sur les finances publiques et sur la croissance économique, mais elle exclut le financement des retraites. Nous avons aussi vu que le sous-financement des fonds de retraite publics est déjà inclus dans le calcul de la dette nette du gouvernement provincial. Donc, l'impact de ce sous-financement est potentiellement lié à l'enjeu de la dette du Québec.

Le régime de rentes du Québec (RRQ) et la pension de la sécurité de la vieillesse (PSV) ne sont pas inclus dans ces calculs. Ces programmes, qui couvrent pratiquement tous les travailleurs du Québec et qui comptent chacun déjà plus d'un million de prestataires au Québec, représentent la grande majorité du revenu de retraite des Québécois. Le PSV, un programme fédéral, est financé directement par les revenus du gouvernement fédéral. Le fonds finançant le RRQ est considéré comme étant à ou près de l'équilibre financé mais ce, seulement après des hausses substantielles des taux de cotisation. Le taux de cotisation au RRQ est passé de 3,6 % en 1986 à 10,2 % en 2013 et devrait augmenter à 11 % d'ici 2019 pour maintenir l'équilibre. Ce taux de cotisation est partagé également entre les employés et les employeurs. Donc, l'augmentation de 0,8 % du RRQ entre aujourd'hui et 2019 diminuera de 0,4 % le revenu disponible des travailleurs québécois et ce, pour aider, en partie, à payer les bénéfices de personnes déjà à ou près de la retraite.

Par contre, les bénéfices du PSV sont indexés au niveau de prix et non au niveau de vie. Ceci veut dire que, si les niveaux de vie augmentent, le PSV n'offrira pas aux jeunes le même pourcentage de leur salaire à la retraite et ce, après qu'ils aient contribué à payer, pour les bénéfices des « baby boomers » causant ainsi, selon nous, un facteur d'iniquité.

Le RRQ et le PSV ne sont malheureusement pas suffisants pour remplacer adéquatement le revenu des ménages québécois à revenu moyen ou légèrement supérieur à la moyenne. En effet, on estime qu'en deçà d'un revenu de 60 % du revenu préretraite, l'impact sur la qualité de vie et la consommation du passage à la retraite devient inquiétant. Certains de ces ménages sont couverts par des régimes de retraite à prestations déterminées qui offrent la plus grande sécurité. Mais même ces régimes ne sont pas complètement sûrs, la plupart étant d'ailleurs sous-financés. Le Comité d'experts sur l'avenir du système de retraite québécois mentionnait, dans son rapport (Rapport d'Amours), que : « Entre le 31 décembre 2006 et le 31 décembre 2011, le degré de solvabilité médian des régimes dont l'employeur est privé est passé de 90 % à 75 %. Durant la même période, celui des régimes dont l'employeur est public (essentiellement les régimes du secteur municipal et des universités) est passé de 93 % à 67 % ». Le déficit de ces régimes municipaux et universitaires se trouvait à environ 5G$ à la fin de 2011 et les contribuables commencent déjà à en payer les frais, et nous parlons ici des ménages les plus fortunés du point de vue de la retraite, ceux avec des régimes à prestations déterminées.

Les régimes volontaires, tels que le CELI et le REER, n'ayant pas réussi à créer suffisamment d'épargne, près de 50 % des ménages québécois dont le revenu est compris entre 38 000 $ et 92 000 $ et n'ayant pas de régime collectif adéquat n'épargnent pas suffisamment pour atteindre un taux de remplacement de leur revenu de 60 % à la retraite.

Politiquement et éthiquement, il est certain que les promesses faites aux prestataires des régimes à prestations déterminées devront, en grande partie, être tenues et que nous ne pourrons pas ignorer le choc de revenus du près de 50 % des ménages qui n'aura pas réussi à épargner suffisamment pour remplacer adéquatement leurs revenus. Du point de vue économique, une diminution rapide du pouvoir d'achat d'une part importante de la population aurait ainsi un impact significatif sur la croissance. Le gouvernement devra donc agir.

Dans le cas des régimes publics à prestations déterminées, tout retour à la solvabilité par le biais des contribuables aura un coût éventuel sur le revenu des jeunes, qu'elle s'effectue par des taxes supplémentaires ou par des coupures de services. Dans le cas des québécois de classe moyenne n'ayant pas épargné suffisamment, les principales solutions proposées, soit la rente de longévité recommandée par le rapport d'Amours ou le Régime complémentaire individuel de retraite (RCIR) proposé par Claude Castonguay, auront toutes deux un impact immédiat sur le revenu disponible des jeunes. Pour la rente de longévité, les employeurs et les employés se partagent une cotisation de 3,3 % du salaire, pour le RCIR, seul l'employé contribue à 3 %.

En conclusion, le choc démographique rapide rendra impossible pour le gouvernement d'ignorer le problème de l'épargne publique et privée insuffisante pour la retraite. Toute solution affectera de façon significative le revenu futur des jeunes en nécessitant des

taxes municipales ou provinciales supplémentaires, des coupures dans les services, des cotisations supplémentaires ou une combinaison de ces trois éléments. Encore une fois, ne rien faire, ou attendre pour agir, assurera toutefois des coûts encore plus élevés dans le futur et ceci aura forcément un impact négatif sur la possibilité de maintenir le même niveau de vie à la retraite qu'aujourd'hui.

Références :

1. Statistiques Canada (2012), Taux d'emploi, Tableau Cansim 282-0209.
2. Comité d'experts sur l'avenir du système de retraite québécois (2013), *Innover pour pérenniser le système de retraite* (lien).
3. ISQ (2009), *Perspectives démographiques du Québec et des régions, 2006-2056, édition 2009* (lien).
4. Castonguay, Claude (2011), *Le point sur les pensions,* CIRANO, (lien).
5. Le Devoir, 22 mai 2013, *Régimes de retraite - Le rapport d'Amours et la nécessaire épargne obligatoire* (lien).
6. Site du RPC, http://www.cra-arc.gc.ca/tx/bsnss/tpcs/pyrll/clcltng/cpp-rpc/cnt-chrt-pf-fra.html.
7. Site du RRQ, http://www.rrq.gouv.qc.ca/fr/regie/historique/Pages/histoire_chiffres.aspx .

Conclusion

L'indice québécois d'équité entre les générations (IQEG) nous permet d'apprécier tout le chemin parcouru depuis 1976, si bien que les jeunes d'aujourd'hui sont reconnaissants des efforts consentis par leurs parents au fil des ans. Plus encore, les jeunes réalisent que la société dans laquelle ils vivent se situe parmi les meilleures au monde. Cela a d'ailleurs été mentionné à plusieurs reprises lors des échanges avec les participants des comités consultatifs.

Il semble donc y avoir un consensus entre les différents groupes d'âge sur la reconnaissance des acquis, mais également sur les défis qui nous attendent. Finalement, le « choc des générations » n'est peut-être pas si grand qu'on aimerait nous le faire croire?

Ces acquis ont toutefois un coût que devront assumer les générations futures, incluant la nôtre. C'est l'enjeu de la soutenabilité. Que vaut un système de santé ou d'éducation qu'on a peine à entretenir ? Paradoxalement, le maintien de ces acquis semble être le principal défi auquel seront confrontés les jeunes.

Évidemment, il n'y a pas de solution facile aux enjeux de soutenabilité, mais il y a nécessité d'en débattre et, bien que les différents indicateurs présentés dans l'étude nous informent d'une progression ou d'un recul dans le temps, ils ne nous dictent en rien les choix à prendre; encore moins les valeurs qui devraient guider ceux-ci. C'est d'ailleurs la principale raison pour laquelle nous avons opté pour une pondération libre de l'indice, pour que tout un chacun puisse s'approprier l'indice.

Il nous apparaissait donc important, à ce stade-ci de la réflexion, de ne pas effectuer de recommandations. Il s'agit d'un choix volontaire. Rappelons que notre intention première, avec la création d'un indice québécois d'équité entre les générations, était de mieux comprendre les grands enjeux d'équité intergénérationnelle et de mettre la table pour un véritable débat de société, basé sur des données probantes. À cet effet, nous sommes confiants d'avoir atteint notre objectif. 2014-2015 sera l'année où nous présenterons nos recommandations.

Bibliographie

Association Canadienne de l'Immeuble (2013), *Prix moyen des maisons,* Ottawa

Banque Mondiale, *Annual GDP growth*, Washington

Base de données sur la longévité canadienne (2013), *Espérance de vie à 0 an,* Université de Montréal, Montréal

Bertelsmann Stiftung (2012), *Intergenerational Justice in Aging Societies – A Crossnational Comparison of 29 OECD Countries,* Gutersloh

Bibliothèque de l'assemblée nationale (2013), *Âge moyen des députés,* Québec

Bibliothèque du parlement de l'Alberta (2013), *Âge moyen des députés,* Edmonton

Bureau du directeur parlementaire du budget (2013), *Fiscal Sustainability Report 2013,* Ottawa

Canadian Opinion Research Archive (2013), *Étude électoral Canadienne*, compilation spéciale des collaborateurs, Kingston

Castonguay, Claude (2011), *Le point sur les pensions,* CIRANO, Montréal

Castonguay, Claude et Laberge, Mathieu (2010), *La longévité : Une richesse,* CIRANO, Montréal

Cecchetti, Stephen G, Mohanty, Madhusudan et Zampolli, Fabrizio (2011), *The real effects of debt,* Bank for international settlements Working paper No 352, Basel

Comité d'experts sur l'avenir du système de retraite québécois (2013), *Innover pour pérenniser le système de retraite*, Québec

Corak, Miles (1998), *Les finances publiques et l'équité intergénérationnelle,* Statistiques Canada, Ottawa

Environnement Canada (2013), *Données sur la qualité de l'air,* Ottawa

Godbout, Luc, St-Cerny, Suzie, Arsenault, Matthieu, Ha Dao, Ngoc et Fortin, Pierre (2014), *La soutenabilité budgétaire du gouvernement du Québec,* Document de travail 2014/01, Chaire de recherche en fiscalité et en dépenses publiques, Université de Sherbrooke, Sherbrooke

Godbout, Luc, St-Cerny, Suzie, Bouchard St-Amant, Pier-André et Fortin, Pierre (2012), *Quebec's Public Finances Between Demographic Changes and Fiscal Sustainability,* Chapitre 3 dans The Family, the Market or the State?, International Studies in Population, Vol. 10, Dordrecht

Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (2013), *Summary for policymakers – Fifth Assessment Report,* Genève

Institut Canadien d'Information sur la Santé (2013), *Tendances des dépenses nationales de santé, 1975 à 2013,* Ottawa

Institut de la Statistique du Québec (2009), *Perspectives démographiques du Québec et des régions, 2006-2056, édition 2009,* Québec

Institut de la Statistique du Québec (2009), *Perspectives démographiques du Québec et des régions, 2006-2056, édition 2009,* Québec

Institut de la Statistique du Québec (2012), *La mortalité et l'espérance de vie - 2012,* Québec

Institut de la Statistique du Québec (2013), *La mortalité et l'espérance de vie- 2013,* Québec

Institut de la Statistique du Québec (2013), *Tableau de population du Québec,* Québec,

Kotlikoff, Lawrence et Burns, Scott (2004). *The Coming Generational Storm: What You Need to Know about America's Economic Future*', MIT Press, Cambridge

Kumar Manmohan et Woo, Jaewon (2010), *Public Debt and Growth,* IMF Working Paper 10/174, Washington

Le Devoir (2013), 22 mai 2013, *Régimes de retraite - Le rapport d'Amours et la nécessaire épargne obligatoire,* Montréal

Mead, Harvey (2011), *Indice du progrès véritable,* Éditions Multimondes, Québec

Ministère de la Famille du Québec (2013), *Crédits aux services de garde,* compilation spéciale, Québec, gouvernement du Québec.

Ministère des finances (2007), *La dette du Québec,* Québec

Ministère des finances du Québec (1979-2013), *Budget et documents en annexe,* Québec, gouvernement du Québec.

Ministère des finances du Québec (2013), *Données historiques,* Québec

Ministère du Développement Durable, de l'Environnement, Faune et Parc (2013), *Inventaire québécois des émissions de gaz à effet de serre,* Québec

Ministère du Développement Durable, de l'Environnement, Faune et Parc (2011), *L'énergie au Québec,* Compilation de Harvey Mead dans l'indice du progrès véritable, Québec

Observatoire du Logement au Canada (2013), *Loyer moyen,* Société Canadienne d'hypothèque et de logement, Ottawa

Organisation de coopération et de développement économiques (2008), *The Economics of Climate Change Mitigation : Policies and Options for the Future,* Paris

Ortiz, Guillermo (2012), *The False Dilemma between Austerity and Growth,* Think Tank 20:New Challenges for the Global Economy, New Uncertainties for the G-20, Brooking Institution, Washington

Rebello, François (1997), *L'équité entre les générations dans les conditions de travail,* Le Pont entre les Génération, Québec

Régie des rentes du Québec (2013), *Taux de contribution*, Québec

Régime de pensions du Canada (2013), *Taux de contribution,* Ottawa

Solow, Robert (1991), *Sustainability : an economist's perspective,* Lecture to the Marine Policy Center, Woods Hole

Spencer Stuart (2013), *Spencer Stuart Board Index,* compilation spéciale des collaborateurs, Toronto

Statistiques Canada (2012), *Taux d'emploi*, Tableau Cansim 282-0209, Ottawa

Statistiques Canada (2013), *Enquête dynamique sur le revenu,* compilation spéciale de l'Institut de la Statistique du Québec, Ottawa

Statistiques Canada (2013), *Enquête nationale sur la santé de la population,* compilation spéciale des collaborateurs, Ottawa

Statistiques Canada (2013), *Enquête sociale générale*, compilation spéciale des collaborateurs, Ottawa

Statistiques Canada (2013), *Enquête sur la population active,* compilation spéciale des collaborateurs, Ottawa

Statistiques Canada (2013), *Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes,* compilation spéciale des collaborateurs, Ottawa

Statistiques Canada (2013), *Enquête sur les finances des consommateurs,* compilation spéciale de l'Institut de la Statistique du Québec, Ottawa

Statistiques Canada (2013), *Indice des prix à la Consommation*, Tableau 326-0021, Ottawa

Statistiques Canada (2013), *Stock d'infrastructure publique,* compilation spéciale de Statistique Canada, Ottawa

Stern, Nicholas Sir (2008), *Stern Review : The Economics of Climate Change,* London

Stiglitz, Joseph, Sen, Amartya et Fitoussi, Jean-Paul (2009), *Rapport de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social,* Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social, Paris

Table ronde nationale sur l'efficacité énergétique (2011)*, Paying the price – The economic impact of climate change for Canada*, Ottawa

ANNEXE 1: DONNÉES

Année	1. Revenu médian	2. Ratio revenu	3. Chômage	4. Ratio chômage	5. Nombre d'heures	6. Équité salariale H/F	7. Inégalité	8. % Dépenses éducation	9. % Dépenses SDG	10. % Dépenses santé	11. % Dépenses service dette	12. Taux moyen taxation	13. Ratio revenu médian prix maison	14. Ratio revenu médian coût loyer	15. Diplomation secondaire	16. Diplomation universitaire	17. Dette nette par habitant	18. Espérance de vie	19* Stock d'infrastructure publique par habitant	20. Participation au élection	21. Taux de dépression	22. Âge moyen des élus	23. Âge moyen CA	24. Émissions GES	25. Émissions GES par habitant	26. Pollution particules fines	27. Satisfaction de vie
1976	$ 27,331	1.50	7.10	1.16	39.47		42.15	0.26		0.29	0.04	0.16	4.98		0.62	0.11	$ 4,745	72.86	$ 9,587			42.20		99.40	15.54		
1977	$ 26,925	1.45	9.07	1.19	39.07		42.79	0.29		0.28	0.04	0.16	5.01		0.66	0.11	$ 5,487	73.20	$ 9,723			42.20		94.10	14.63		
1978	$ 27,724	1.46	9.53	1.12	38.99		42.29	0.30		0.29	0.05	0.16	4.79		0.67	0.12	$ 5,609	73.54	$ 9,762			42.20		98.90	15.36		
1979	$ 27,504	1.47	8.85	1.20	38.94		42.70	0.29		0.29	0.06	0.17	4.83		0.69	0.12	$ 6,145	73.93	$ 9,719			42.20		95.50	14.77		
1980	$ 26,981	1.45	8.73	1.16	38.32		41.91	0.27		0.27	0.06	0.18	4.78		0.71	0.13	$ 7,088	74.41	$ 9,659			42.20		94.30	14.49		
1981	$ 25,993	1.40	10.05	1.23	38.41		40.83	0.28		0.27	0.08	0.17	4.86		0.73	0.12	$ 8,292	74.99	$ 9,544			43.80		88.80	13.56		
1982	$ 24,072	1.33	13.61	1.22	37.93		39.07	0.29		0.27	0.10	0.18	4.57		0.75	0.13	$ 6,488	75.13	$ 9,401			43.80		91.40	13.89		
1983	$ 23,110	1.33	14.17	1.22	37.81		39.75	0.27		0.28	0.10	0.18	5.05		0.77	0.13	$ 7,330	75.40	$ 9,287			43.80		83.80	12.69		
1984	$ 24,195	1.34	13.21	1.18	38.11		38.25	0.26		0.29	0.11	0.18	4.88		0.77	0.13	$ 8,069	75.69	$ 9,188	0.99		43.80		80.90	12.20		
1985	$ 23,940	1.29	12.86	1.20	37.98		37.94	0.25		0.28	0.12	0.19	5.18		0.79	0.13	$ 9,537	75.73	$ 9,133	0.99		44.10		78.10	11.72		8.10
1986	$ 23,730	1.27	11.28	1.18	37.88		38.07	0.25		0.28	0.12	0.19	5.52		0.79	0.13	$ 10,844	75.80	$ 9,028	0.99		44.10		78.20	11.66		8.10
1987	$ 23,281	1.23	10.41	1.14	38.09		36.23	0.25		0.28	0.13	0.20	6.23		0.80	0.14	$ 11,473	75.95	$ 8,883	0.99		44.10		76.20	11.24		8.10
1988	$ 24,702	1.28	9.80	1.14	38.39		34.78	0.25		0.28	0.12	0.19	6.27		0.82	0.16	$ 11,892	76.30	$ 8,797	0.98		44.10		82.10	12.01		8.10
1989	$ 25,304	1.24	10.09	1.15	38.48		33.30	0.25		0.29	0.12	0.20	6.19		0.81	0.16	$ 11,878	76.53	$ 8,719	0.98		46.50		88.30	12.75		8.77
1990	$ 24,340	1.24	10.67	1.12	38.28		35.31	0.24		0.30	0.12	0.20	6.19		0.77	0.14	$ 11,871	76.92	$ 8,690	0.98		46.50		83.40	11.92		8.77
1991	$ 21,712	1.18	12.87	1.18	38.11		35.54	0.24		0.29	0.12	0.20	6.59		0.77	0.14	$ 11,894	77.11	$ 8,677	0.98		46.50		79.50	11.25		8.99
1992	$ 23,159	1.23	13.45	1.15	38.02		35.68	0.23		0.30	0.12	0.19	6.03	0.33	0.79	0.16	$ 12,940	77.53	$ 8,706	0.98		46.50		78.90	11.10		8.99
1993	$ 21,909	1.18	13.17	1.08	37.81		35.81	0.24		0.29	0.12	0.20	6.31	0.35	0.80	0.16	$ 14,218	77.24	$ 8,742	0.91		46.50		79.60	11.12		8.99
1994	$ 22,913	1.21	12.97	1.13	38.38		34.54	0.25		0.29	0.13	0.20	6.09	0.34	0.79	0.18	$ 15,832	77.58	$ 8,821	0.91		49.60		81.40	11.32		8.99
1995	$ 22,617	1.18	11.93	1.13	38.24		34.53	0.25		0.29	0.14	0.20	5.86	0.34	0.81	0.19	$ 17,251	77.56	$ 8,899	0.91		49.60		80.90	11.21		8.99
1996	$ 22,232	1.18	11.98	1.13	38.24		35.13	0.25		0.29	0.14	0.20	5.85	0.34	0.82	0.20	$ 18,073	78.02	$ 8,936	0.91	0.04	49.60		81.20	11.20		8.50
1997	$ 22,412	1.20	11.24	1.12	37.74	0.82	33.54	0.25	0.01	0.30	0.14	0.20	5.91	0.33	0.83	0.21	$ 18,670	78.00	$ 8,900	0.97	0.04	49.60	56.74	82.10	11.29		8.50
1998	$ 22,998	1.19	9.65	1.07	37.71	0.81	33.91	0.21	0.01	0.28	0.16	0.20	5.81	0.33	0.84	0.23	$ 18,936	78.33	$ 8,934	0.97	0.05	50.10	56.69	83.80	11.49		8.50
1999	$ 24,668	1.21	8.68	1.07	38.02	0.80	33.62	0.21	0.01	0.28	0.15	0.19	5.51	0.30	0.84	0.23	$ 18,628	78.49	$ 8,911	0.97	0.05	50.10	57.18	83.30	11.38		8.50
2000	$ 25,533	1.21	8.07	1.09	37.78	0.82	33.53	0.21	0.02	0.29	0.15	0.20	5.15	0.29	0.85	0.25	$ 18,168	79.19	$ 8,824	0.93	0.05	50.10	57.18	83.30	11.32	7.22	8.50
2001	$ 26,127	1.20	7.90	1.01	37.64	0.82	33.96	0.20	0.02	0.29	0.15	0.18	5.14	0.28	0.86	0.26	$ 17,478	79.35	$ 8,840	0.93	0.08	50.10	58.17	81.50	11.02	7.30	8.50
2002	$ 27,046	1.19	7.58	0.98	37.46	0.84	31.49	0.20	0.02	0.30	0.14	0.17	5.52	0.28	0.86	0.26	$ 17,906	79.44	$ 8,940	0.93	0.08	50.10	58.52	84.10	11.30	8.24	8.50
2003	$ 27,470	1.22	8.85	1.08	37.43	0.84	32.20	0.21	0.02	0.30	0.13	0.18	6.16	0.28	0.87	0.27	$ 17,896	79.87	$ 9,027	0.93	0.08	49.60	58.80	89.70	11.98	8.69	8.08
2004	$ 27,193	1.17	8.00	1.08	37.06	0.86	32.94	0.20	0.03	0.31	0.13	0.18	6.90	0.29	0.88	0.27	$ 17,696	80.10	$ 9,125	0.77	0.08	49.60	59.42	88.97	11.81	7.47	8.08
2005	$ 27,802	1.19	8.01	1.10	37.27	0.85	30.60	0.20	0.03	0.31	0.12	0.16	7.14	0.28	0.88	0.28	$ 17,552	80.33	$ 9,268	0.77	0.06	49.60	59.52	86.39	11.40	8.74	8.08
2006	$ 27,719	1.17	7.25	1.02	37.32	0.86	30.63	0.19	0.03	0.31	0.12	0.16	7.50	0.29	0.89	0.29	$ 18,125	80.89	$ 9,354	0.89	0.06	49.60	60.04	84.99	11.14	6.84	8.08
2007	$ 29,364	1.19	6.83	1.08	37.37	0.85	30.02	0.19	0.03	0.31	0.13	0.16	7.47	0.27	0.89	0.28	$ 18,399	80.93	$ 9,511	0.89	0.07	49.10	60.08	87.15	11.33	7.34	8.08
2008	$ 30,095	1.23	6.51	1.03	37.24	0.87	30.20	0.19	0.03	0.31	0.12	0.15	7.49	0.26	0.90	0.27	$ 17,918	81.16	$ 9,776	0.85	0.07	50.80	60.56	83.28	10.73	9.92	8.02
2009	$ 29,446	1.16	7.67	1.07	37.16	0.89	31.58	0.19	0.03	0.32	0.11	0.14	7.96	0.27	0.90	0.28	$ 18,974	81.49	$ 10,019	0.85	0.06	50.80	61.15	81.79	10.43	10.09	8.02
2010	$ 30,367	1.21	7.39	1.07	36.76	0.87	30.38	0.18	0.03	0.31	0.10	0.15	8.22	0.27	0.90	0.29	$ 19,704	81.70	$ 10,391	0.85	0.06	50.80	61.55	80.30	10.13	9.64	7.66
2011	$ 29,960	1.20	7.04	1.05	36.95	0.88	30.26	0.18	0.03	0.31	0.10	0.15	8.48	0.27	0.90	0.31	$ 19,891	81.80	$ 10,675	0.89	0.06	50.80	61.51	80.10	10.00	9.93	7.82

ANNEXE 2: INDICE

Année	1. Revenu médian	2. Ratio revenu	3. Chômage	4. Ratio chômage	5. Nombre d'heures	6. Équité salariale H/F	7. Inégalité	8. % Dépenses éducation	9. % Dépenses SDG	10. % Dépenses santé	11. % Dépenses service dette	12. Taux moyen taxation	13. Ratio revenu médian prix maison	14. Ratio revenu médian coût loyer	15. Diplomation secondaire	16. Diplomation universitaire	17. Dette nette par habitant	18. Espérance de vie	19* Stock d'infrastructure publique par habitant	20. Participation au élection	21. Taux de dépression	22. Âge moyen des élus	23. Âge moyen CA	24. Émissions GES	25. Émissions GES par habitant	26. Pollution particules fines	27. Satisfaction de vie
1976	115.17	117.42	159.00	101.03	95.99		90.32	107.48		96.37	304.81	120.22	110.75		78.26	85.03	228.55	96.12	106.19			104.50		78.67	75.02		
1977	113.46	113.77	124.34	98.44	96.97		88.96	116.40		97.55	287.18	122.65	110.10		82.45	84.85	197.63	96.57	107.70			104.50		83.10	79.70		
1978	116.83	114.23	118.35	104.79	97.16		90.02	123.63		96.02	235.11	119.30	115.33		84.52	89.04	193.32	97.02	108.13			104.50		79.07	75.91		
1979	115.90	115.14	127.52	98.30	97.30		89.15	116.47		96.76	196.66	109.42	114.27		86.22	90.72	176.46	97.53	107.66			104.50		81.88	78.93		
1980	113.70	114.19	129.29	101.01	98.87		90.83	111.54		101.58	194.63	107.03	115.53		89.70	93.74	152.99	98.17	106.99			104.50		82.93	80.43		
1981	109.54	109.69	112.26	95.89	98.62		93.25	115.50		104.32	158.75	111.77	113.63		92.11	92.45	130.78	98.93	105.72			100.68		88.06	85.95		
1982	101.44	104.24	82.92	96.73	99.88		97.43	119.05		103.12	127.61	108.62	120.66		94.21	96.11	167.15	99.12	104.14			100.68		85.56	83.94		
1983	97.38	104.74	79.63	96.22	100.18		95.78	111.93		97.54	117.00	107.66	109.21		96.59	97.27	147.93	99.47	102.87			100.68		93.32	91.86		
1984	101.96	105.08	85.41	99.64	99.40		99.54	107.71		96.42	115.85	106.35	113.02		97.35	98.64	134.39	99.85	101.78	100.00		100.68		96.66	95.55		
1985	100.88	101.63	87.77	97.82	99.75		100.34	103.75		98.97	105.24	102.79	106.56		99.78	95.79	113.71	99.91	101.16	100.00		100.00		100.13	99.50		100.00
1986	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00		100.00	100.00		100.00	100.00	100.00	100.00		100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00		100.00		100.00	100.00		100.00
1987	98.11	96.25	108.43	102.78	99.46		105.07	100.31		100.06	97.34	95.27	88.68		100.45	106.75	94.51	100.20	98.40	100.00		100.00		102.62	103.76		100.00
1988	104.09	100.84	115.09	103.10	98.68		109.45	100.15		100.21	101.44	97.84	87.99		103.00	122.39	91.19	100.66	97.45	98.11		100.00		95.25	97.08		100.00
1989	106.63	97.29	111.82	102.50	98.44		114.32	103.60		95.28	101.11	95.70	89.16		102.28	116.12	91.30	100.96	96.58	98.11		94.84		88.56	91.43		108.29
1990	102.57	97.49	105.78	104.68	98.95		107.82	98.02		92.79	99.82	94.62	89.23		97.02	107.62	91.35	101.48	96.26	98.11		94.84		93.76	97.80		108.29
1991	91.49	92.45	87.69	99.56	99.41		107.12	96.93		94.44	99.21	97.55	83.78		97.11	104.21	91.17	101.73	96.12	98.11		94.84		98.36	103.63		111.06
1992	97.59	96.79	83.91	102.26	99.65		106.69	95.14		93.89	101.53	101.28	91.47	100.00	99.78	117.75	83.80	102.28	96.44	98.11		94.84		99.11	105.05		111.06
1993	92.33	92.96	85.68	108.88	100.20		106.31	99.41		95.20	103.69	96.78	87.52	96.21	101.12	121.72	76.27	101.90	96.84	91.22		94.84		98.24	104.82		111.06
1994	96.55	94.67	87.01	104.23	98.70		110.21	102.14		95.13	93.91	97.19	90.62	99.15	99.86	132.02	68.49	102.35	97.71	91.22		88.91		96.07	103.00		111.06
1995	95.31	92.87	94.58	104.44	99.06		110.26	101.84		96.69	87.53	95.72	94.22	97.70	101.89	140.81	62.86	102.32	98.57	91.22		88.91		96.66	104.03		111.06
1996	93.69	92.93	94.16	103.97	99.08		108.36	101.32		96.30	85.21	97.32	94.33	97.97	102.81	147.14	60.00	102.93	98.99	91.22	100.00	88.91		96.31	104.04		104.95
1997	94.44	93.81	100.38	104.57	100.39	100.00	113.50	101.25	100.00	93.40	84.40	96.18	93.36	100.20	104.68	157.39	58.08	102.90	98.59	97.23	100.00	88.91	100.00	95.25	103.30		104.95
1998	96.92	93.14	116.89	109.59	100.46	98.39	112.27	86.57	109.44	99.51	74.09	94.41	95.09	102.79	106.30	168.54	57.27	103.34	98.96	97.23	66.79	88.02	100.10	93.32	101.50		104.95
1999	103.95	94.65	129.97	109.67	99.64	97.76	113.23	83.62	125.59	97.99	79.45	98.28	100.12	110.79	105.73	171.99	58.21	103.55	98.71	97.23	66.79	88.02	99.24	93.88	102.48		104.95
2000	107.60	95.32	139.82	107.78	100.27	99.38	113.53	84.02	155.52	96.17	79.04	94.93	107.14	116.55	106.65	188.53	59.68	104.47	97.75	93.59	66.79	88.02	99.24	93.88	102.96	100.00	104.95
2001	110.10	94.10	142.78	116.01	100.66	99.32	112.11	82.30	187.40	94.35	80.60	105.78	107.42	117.72	108.60	191.12	62.04	104.68	97.92	93.59	45.37	88.02	97.54	95.95	105.79	98.90	104.95
2002	113.97	93.72	148.83	119.38	101.14	101.61	120.91	83.34	222.88	91.60	87.43	111.27	100.03	120.13	108.66	190.89	60.56	104.80	99.03	93.59	45.37	88.02	96.96	92.98	103.15	87.62	104.95
2003	115.76	95.64	127.49	108.90	101.21	101.85	118.21	83.77	238.20	91.12	93.14	105.66	89.68	120.08	109.82	200.54	60.59	105.37	99.99	93.59	45.37	88.91	96.50	87.18	97.28	83.08	99.83
2004	114.59	92.12	141.04	108.72	102.21	103.98	115.57	83.38	256.10	90.13	95.49	103.67	79.99	117.17	111.04	204.43	61.28	105.67	101.08	77.01	45.37	88.91	95.50	87.89	98.73	96.65	99.83
2005	117.16	93.49	140.90	107.14	101.65	103.78	124.43	80.79	250.18	90.14	98.33	118.01	77.27	118.60	110.45	206.81	61.78	105.98	102.66	77.01	57.10	88.91	95.33	90.52	102.30	82.61	99.83
2006	116.81	91.46	155.62	115.09	101.52	104.32	124.28	78.61	247.39	90.65	103.00	117.39	73.59	117.07	111.55	214.69	59.83	106.72	103.62	89.45	57.10	88.91	94.51	92.01	104.67	105.56	99.83
2007	123.74	93.49	165.16	108.38	101.38	103.47	126.81	76.23	248.92	89.85	94.73	121.90	73.94	124.12	111.56	210.09	58.94	106.77	105.36	89.45	48.97	89.82	94.44	89.73	102.91	98.37	99.83
2008	126.82	96.19	173.26	113.70	101.73	106.10	126.07	76.45	253.80	88.95	99.80	124.40	73.67	127.37	112.81	201.74	60.52	107.07	108.29	85.36	48.97	86.81	93.69	93.90	108.65	72.78	99.03
2009	124.08	91.06	147.07	110.30	101.93	107.67	120.54	78.41	268.80	86.56	111.95	132.41	69.39	123.05	113.13	211.69	57.15	107.51	110.98	85.36	58.98	86.81	92.80	95.61	111.79	71.56	99.03
2010	127.97	94.75	152.69	109.74	103.06	106.06	125.32	73.28	264.11	88.89	127.04	128.23	67.15	123.45	113.03	218.19	55.03	107.78	115.10	85.36	58.98	86.81	92.19	97.38	115.11	74.90	94.60
2011	126.25	93.79	160.37	111.93	102.53	107.16	125.79	72.69	281.76	88.95	116.60	127.98	65.06	122.21	113.70	228.54	54.52	107.92	118.24	89.32	58.98	86.81	92.25	97.63	116.55	72.71	96.61

1.096176